Vol 12 # 24 • Du 19 au 25 Décembre 2018 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

DES HAÏTIENS PORTENT LEURS GILETS JAUNES !



Voir page 4

Un groupe de jeunes haïtiens du Rassemblement des Organisations Engagées (ROA), imitant les manifestations des gilets jaunes en France ont été devant la Primature le mardi 18 décembre pour exiger pacifiquement que la lumière soit faite sur les fonds de Petrocaribe

CLAUDY GASSANT EMBAUCHÉ PAR JOVENEL MOISE !



Voir page 4

L'avocat bien connu, ancien juge d'instruction et commissaire de gouvernement Me Claudy Gassant vient d'être embauché par le président inculpé Jovenel Moise pour être le Directeur Général de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) ; une façon d'entamer le partage du gâteau avec la dite opposition politique.

Pakè Pòtoprens : Ocnam Clamé Daméus revoke, Paul E. Villard enstale

Page 6

English Page 9



Plaidoyer pour rendre au peuple (haïtien) sa dignité

Page 7



Comment l'élection de Bolsonaro fut-elle possible ?

Page 12



La mort de Jackeline Caal, 7 ans: victime de la guerre de Trump contre les immigrés !

Page 17



Le scénario d'une trêve

Par Berthony Dupont

Dramatiser un climat politique déjà considérable par un appel à la trêve, est une sorte de répit classique que recherche le gouvernement afin de respirer et de lui permettre de manœuvrer davantage face à la situation politique et sociale qui prévaut en ce moment.

La position de l'opposition plurielle est assez révélatrice. Elle a parlé haut et fort qu'il n'y aura pas de trêve pour les festivités de Noël et de fin d'année *« Nous condamnons ceux qui appellent à la trêve ainsi que ceux qui invitent au dialogue. Pour l'heure, le momentum est à la mobilisation et nous n'allons pas faire marche arrière »*, avait laissé entendre Moise Jean-Charles secrétaire général de la plateforme Pitit Desalin.

Jean André Victor du Mopod a déclaré pour sa part « *Ce n'est ni l'opposition, ni ceux manifestant dans les rues qui doivent observer la trêve, mais de préférence les autorités qui ne cessent d'approvisionner les gangs en armes et munitions pour entretenir l'insécurité afin de parvenir à leurs fins qui doivent faire la trêve* »

Même son de cloche de la part d'André Michel *« Le secteur démocratique et populaire rejette l'appel à la trêve lancé par les partis proches du pouvoir exécutif»*.

Si nous prenons comme exemple les dernières manifestations, elles répondent clairement aux supplications du pouvoir en place et les partis alliés au gouvernement. Pourquoi un tel changement de cap, une telle dégénérescence qui force Marjorie Michel elle-même pour dédouaner son secteur à révéler que *« le peuple haïtien est chrétien, il ne négocie pas certaines fêtes* » Comme quoi, c'est le peuple qui a abandonné les rues !

Donc, le peuple aurait tout bonnement abandonné les rues pour les reprendre au moment opportun. Si c'est le cas, n'est-ce pas une façon de dire qu'il n'a aucune confiance dans les déclarations des leaders politiques. Il ne suit que son propre agenda. L'avenir nous le dira !

Cependant à l'analyse des derniers événements, nous nous trouvons bien en face d'une action concertée de préférence par la classe politique qui vise à utiliser le moment pour propulser ses propagandes et tourner le peuple en dérision comme l'a si bien exprimé le premier ministre Jean-Henry Céant « *J'en appelle au patriotisme de tous, pour nous dépasser, de manière à offrir à la population un climat d'accalmie pour lui permettre d'approcher ces fêtes avec plus de sérénité et d'espérance* »

De quelle accalmie parle Céant quand la majorité de la population ne vit que dans le chômage et dans un état de pauvreté extrême ?

Quelle accalmie au moment où d'innocentes victimes composées en majorité de jeunes et de vieillards qui n'ont aucun moyen de secours vivent dans des conditions intolérables, la plupart forcés à la mendicité ou à l'abus de l'alcool pour toute solution ?

Quelle accalmie quand les travailleurs honteusement exploités, ne perçoivent qu'une rémunération pour la forme, pâtissent de l'insuffisance de soins médicaux et des conditions de logement, vivant dans une situation d'extrême précarité.

Jovenel Moise subitement donne dans l'humanitaire et se montre sensible envers la population. A quoi donc, servira cette trêve si la population continue à crever, ce qui a poussé un jeune homme comptable revenu du Chili à se suicider le lundi 17 décembre 2018 à Port-de-Paix n'ayant plus la force et le courage de continuer à vivre sans aucun espoir dans sa patrie, sans un rêve d'un lendemain meilleur.

Une chose reste évidente, il n'y a pas d'ère de trêve pour les masses défavorisées qui voient l'avenir avec une énorme inquiétude. La classe politique ne veut pas se rendre compte de ce climat déprimant et reste insensible aux masses assassinées, affamées, martyrisées, souffrant amèrement de la crise économique puisqu'elles sont totalement amputées de tout.

A telle enseigne, il n'y a pas vraiment une lutte ayant un objectif précis de changement d'horizon mais bien des pronostics à n'en plus finir qui vont bon train.

En somme, ni l'opposition ni le pouvoir n'offre aucune alternative. Et c'est justement à cause de cela que le rôle joué par l'opposition comme agent sournois de l'impérialisme est très dangereux pour le pays et doit être constamment et vaillamment dénoncé et combattu par les forces authentiques révolutionnaires et anti-impérialistes.

Le peuple haïtien doit savoir qu'il y aura vraiment trêve et fête, le jour où il arrivera à mettre hors du pays ses assassins et leurs complices. Le jour où il arrivera à chasser du territoire national les forces obscures et à les châtier. Le jour où il sera maître de son destin en tant que peuple libre et souverain!

Un scénario de liberté, de prise en charge de l'avenir de la nation, de progrès par le peuple, pour le peuple. Non au scénario d'une trêve factice qui fasse le jeu du pouvoir et de ses tuteurs qui tirent les ficelles dans les coulisses !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Sur les élections de 1957

Par André Charlier

2ème partie

Après la victoire de l'aile duvaliériste de l'armée sur son aile déjoyiste, le 25 mai 1957, Déjoie n'avait plus entre les mains aucune force militaire, tandis que son principal concurrent bénéficiait de l'appui décisif de Kébreau, chef d'Etat-Major -- ce qui veut dire chef de l'armée -- et duvaliériste connu.

Déjoie avait donc pratiquement perdu la campagne présidentielle. Et il était l'un des rares à ne pas s'en rendre compte.

Certains de ses partisans l'avaient déjà compris: par exemple son beau-fils Marx Bolté, et aussi les démocrates de l'Alliance Démocratique Haïtienne, qui luttait depuis des mois pour l'établissement d'une démocratie dans notre pays, et publiait un journal très influent, L'Haïtien Libéré. Ce courant pensait déjà que les élections ne seraient probablement qu'"officielles" -- truquées -- et qu'il fallait que tous les démocrates fassent bloc pour arrêter la marche de Duvalier vers le pouvoir. Ils se méfiaient du "petit médecin" à cause justement de ses liens étroits avec Kébreau et d'autres officiers (chez nous, l'armée n'a jamais brillé par ses convictions démocratiques, et ses officiers ont traditionnellement préféré les putsches au processus électoral) et du fait que l'Ambassade (you know who I'm talking about...) aimait visiblement l'escampe de sa figure.

Duvalier avait, lui, compris qu'il avait tous les atouts possibles en poche. Il savait qu'il ne pouvait compter ni sur l'oligarchie mulâtre, fanatique de Déjoie qui était un des siens, et se méfiant du Doc à cause de son passé estimiste et noiriste; ni sur l'Eglise Catholique, dominée par le clergé breton (il est utile de se rappeler que la Bretagne était alors la région la plus arriérée et la plus à droite de France, et qu'en fait de prêtres, elle ne nous envoyait ordinairement que des réactionnaires fieffés; il faut cependant dire que certains de ces ecclésiastiques étaient de véritables chrétiens, au sens biblique du mot: j'en ai connus), et toujours très proche de l'oligarchie, pour des raisons non exemptes de racisme et de préjugé de classe.

Duvalier se concentra donc sur l'adversaire le plus dangereux qui restait sur le terrain, et qu'il pensait pouvoir éliminer: le dirigeant populaire Daniel Fignolé. Fignolé était dangereux pour la raison simple et évidente qu'il pouvait mettre le peuple dans la rue, avec toutes les conséquences désagréables pour les nantis que l'on pouvait redouter.

Il fallait donc se débarrasser de Fignolé, et au plus tôt, car s'il n'avait pas encore compris ce qui se passait, il n'était certainement pas sot. Il fallait donc l'éliminer avant qu'il ne voie clair dans le jeu et rejoigne les démocrates contre Kébreau et le Doc.

Les deux compères firent donc au Leader de la Masse une offre qu'il ne pouvait refuser: la place de Président d'Haïti. Provisoirement, bien sûr... Mais le leader populaire avait rêvé toute sa vie de s'asseoir sur le fatidique fauteuil. Il avala donc tout, le poisson, l'hameçon, la ligne et la perche. Certains de ses partisans l'avertirent: il ne les crut pas; ou pire, il s'imagina qu'une fois Président, il serait en mesure de jouer Duvalier et Kébreau, et d'y rester.

Il se trompait, hélas! Dix-neuf jours plus tard, les trois frères Beauvoir, Frank, John et Daniel, les trois officiers les plus *vakabon* de l'armée, pénétrèrent dans la salle du Conseil des Ministres. C'est à cette occasion que John, le plus mal embouché des trois, prononça cette phrase immortelle: *Ti kòk, ou kaka!* En Gaulois de la rue, ça pourrait se traduire "Minable, tu l'as dans le cul!". Pour la petite histoire, j'ajouterai que des années après, l'un de mes amis devait rencontrer John Beauvoir (John, pas Jean, comme l'écrivent certains étrangers) à Los Angeles. L'ancien soudard, qui survivait comme simple agent de sécurité, lui confirma la chose. Je n'aurais pas aimé entrer dans l'Histoire de cette façon-là...

Et pendant que j'y pense, les trois Dalton profitèrent de l'occasion pour soulager Daniel de plusieurs milliers de dollars, cinq mille selon la rumeur. Ce qui provoqua cette amère remarque: *Je ne savais pas que la famille Beauvoir était l'héritière de la famille Fignolé...*

Quoi qu'il en soit, le pauvre Fignolé, pour avoir trop aimé le siège



éjectable, se retrouva dans un avion à destination des Good Ole USA, après 19 jours de parfait bonheur. Remis à ses parents.

Le pauvre peuple fignoliste eut moins de chance. Kébreau se pointa nuitamment à La Saline et au Bel Air avec ses *po rapadou,* tous armés jusqu'aux mandibules. Ces mercenaires y perpétrèrent un affreux massacre, qui dura toute la nuit. Je me rappelle encore les cris des gens qu'on assassinait, et les rafales. Je ne suis pas près de les oublier.

Le lendemain, l'armée proclama le couvre-feu à quatre heures de l'après-midi. Pour enterrer les cadavres.

Voilà.

Les partisans les plus en vue de Déjoie lui conseillèrent d'armer ses partisans. Il refusa. Ils le supplièrent alors de se retirer de la campagne, et de laisser Duvalier aller aux urnes tout seul

Il refusa encore. Notre homme, visiblement, croyait aux vertus magiques de n'importe quel processus électoral.

Le 22 septembre 1957, tous ceux que l'armée n'avait pas massacrés ou terrorisés se rendirent aux urnes. Votes de mineurs ou d'enfants, bourrage d'urnes, votes de femmes enceintes et de leurs fœtus à naître, votes multiples de la même personne, you name it. Pire, les bulletins furent comptés dans les casernes, sous la haute supervision de caporaux et de sergents qui ne connaissaient guère que le syllabaire, et n'étaient pas tellement au courant des subtilités de l'addition. Pour ne pas parler des pourcentages... Et évidemment, les militaires obéissaient au doigt et à l'œil à Antonio Thompson Kébreau, un homme qui transformait les gens en cadavres aussi facilement qu'il buvait sa *soup jouroumou* du premier janvier...



On l'avait surnommé *général-Thompson* au lendemain du massacre des fignolistes, parce que le bruit courait que la principale arme des assassins était cette mitraillette alors à la mode. Pour vous faire une idée, c'était une arme lourde, imprécise, mais qui crachait des balles de gros calibre (.45, ou 11,43 millimètres) et faisait des blessures abominables. Le calibre .45 avait été inventé pendant la conquête américaine des Philippines, parce que, lorsque vous blessiez un guerrillero Philippin avec une arme de calibre normal, il continuait de vous courir sus, et vous étiez certain de recevoir un bon coup de manchette. Les Marines, se trouvant du côté de la lame, n'appréciaient pas tellement, et les autorités militaires inventèrent donc, pour leur faire plaisir, le .45 qui, aux dires des heureux utilisateurs, pouvait arrêter un cheval au galop. En déchalborant le pauvre dada, cela va sans dire...

Quant aux guerrilleros Philippins, ou au pauvre peuple de La Saline, du Bel-Air, de Trou-Sable et d'ailleurs, je vous fais grâce des sanglants détails.

Voilà donc comment François Duvalier fut hissé au pouvoir.

Et le Département d'État des États-Unis devait répéter à qui voulait l'entendre, pendant trente longues années, que Papa Doc avait été librement et démocratiquement élu, le 22 septembre 1957. Il semblerait donc que la mitraillette Thompson soit, pour Foggy Bottom, un moyen éminemment démocratique d'arriver au pouvoir.

Il y a des coups de pied au cul qui se perdent, dirait-on en Gaule...

Post Scriptum: Kébreau ne bénéficia pas de ses crimes. Dès qu'il se sentit plus ou moins *chita,* Duvalier l'expédia le représenter auprès du Vatican. Comme le chef suprême et effectif de l'armée -- le gouvernement américain -- soutenait Papa Doc, le général-Thompson dut ranger sa bien-aimée mitraillette et partir pour Rome, effectivement exclu de la politique nationale. *Granmèsi chen, se kout baton...*

Il devait revenir un peu plus tard, sous prétexte ou pour cause de maladie. Puis, sans crier gare, il rejoignit un beau jour Satan, son maître. Les amis du gouvernement prétendirent qu'il était mort de maladie. L'opposition, et la rue en général, qu'au cours d'une réception ou d'une fête quelconque, un inconnu aurait versé dans son verre quelque chose. Quelque chose d'expéditif, je précise. Comme il n'y eut jamais d'autopsie ni d'enquête, je m'abstiendrai de conclure. Mais force est de constater que Papa Doc se trouva débarrassé d'un militaire beaucoup trop capable, pouvant tuer sans états d'âme, et donc encombrant, au moment précis où il n'avait plus besoin de lui, et pouvait le craindre. *Si l mete m, li ka jete m tou...*

La suite de l'histoire prouverait que Duvalier savait se débarrasser d'avance de ses ennemis réels, potentiels ou supposés. Comme tous les grands dictateurs. Et pour qui aime lire, la recette se trouve dans Machiavel. Ici comme ailleurs, l'ignorance n'est pas un argument...

SMJSP/Formation : Ethique et Déontologie des leaders syndicaux

Par J. Fatal Piard

Le contenu d'une révolution dépend du révolutionnaire
Mais la forme dépend des actions à entreprendre

A l'initiative du **Comité Exécutif du Syndicat des Employés du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (SMJSP)**, s'est tenu le vendredi 14 décembre 2018 un séminaire à l'intention des membres de ladite structure syndicale. La salle de conférence de la Cour de Cassation au Champs de Mars a hébergé cet important séminaire sur Ethique et Déontologie où se sont donnés rendez-vous intervenants et participants. « Si chaque personne a un prix, l'éthique et la déontologie ne sauraient avoir de prix ». C'est ce qu'allait faire savoir le Docteur Elton Harold Désinord à titre de premier intervenant.

Sous le coup de 10 heures comme prévu, juste après que l'assistance eut fini de fredonner la Dessalinienne, M. Raymond Davius, dans son costume de Président du SMJSP a présenté les mots de bienvenue. Il a ensuite introduit le Docteur Elton Harold Désinord, qui, maitrisant fort bien son verbe a ouvert la formation proprement dite. Dans son introduction, le Docteur Désinord a défini d'une façon magistrale les deux thèmes : en l'occurrence l'Ethique qui est le comportement et la Déontologie qui est la branche de la philosophie qui définit clairement le comportement humain.

« Partant du fait que les règles de droit sont faites pour gérer la société à partir d'une période donnée, l'Ethique et la Déontologie restent et demeurent les éléments fondamentaux qui permettent à la personne d'avoir un comportement noble pour qu'elle soit digne d'elle-même. La conscience est une loi qui n'est écrite nulle part. L'éthique vous permettra de respecter toutes les règles de la déontologie. Et le respect scrupuleux de la déontologie reste l'unique chemin qui vous permet 'atteindre les sommets escarpés de l'homme honnête et respectueux de lui et respecté des autres », a fait savoir le Docteur Désinord dans un langage impeccable qui rappelle les orateurs d'antan.

Après la pause de midi, Monsieur Pradhaly Nicolas a eu à présenter les Valeurs Syndicales. Entendez par Valeurs Syndicales, l'ensemble des principes qui régissent les relations tout aussi bien que les rapports entre les camarades à l'intérieur même



de la structure au sein de laquelle ils/elles évoluent au quotidien. Se servant d'une caricature d'un corps humain dessiné par la main de l'une des participantes, le 2ème animateur, a dans ses approches, fait ressortir l'ensemble des valeurs qui définissent le comportement de chaque syndicaliste.

A 3,30 heures, bien avant la remise des certificats aux nombreux participants, l'Ingénieur Schoig-hwinnhah D. Policard a établi un parallèle entre l'Ethique et la Bienséance. Avec le support de la technologie du *Power point* les projections ont permis aux bénéficiaires de lire ensemble que l'éthique tout en étant une réflexion philosophique sur les valeurs qui orientent ou motivent nos valeurs, elle n'est pourtant pas coercitive. Cette réflexion qui s'intéresse à nos rapports avec l'ensemble de la communauté peut être menée à au moins deux niveaux. Les valeurs deviennent ainsi des objectifs à atteindre des idéaux à réaliser.

A l'échelle individuelle, nos actions sont autant de moyens d'actualiser nos valeurs. A l'échelle collective, l'imposition de règles relève aussi d'un moyen de réaliser l'idéal partagé, les actions qui vont dans le sens de l'idéal deviennent des devoirs, des obligations. Les règles, cependant, sont toutes générales et ne peuvent couvrir toutes les actions. C'est ce qui justifie d'ailleurs que la réflexion éthique porte tout aussi bien au niveau particulier sur les cas embarrassant et les dilemmes. Elle répond donc à plusieurs types de question.

« En marge de cette séance de formation, les participants ont sollicité une nouvelle séance de formation. Mais cette fois ci ce sera exclusivement sur le savoir vivre et la bienséance qui ne sont que des étiquettes qui définissent un ensemble de règles, de normes, appelées autrement bonne manière et qui gouvernement notre comportement en société et qui conduit au respect des usages et des conventions. Ainsi, l'on peut facilement avancer que la morale c'est bien l'ensemble des valeurs supérieures qui conduisent chacun à différencier le bien du mal ». C'est ce qu'a annoncé le Président du SMJSP Monsieur Raymond Davius.

La question fondamentale qu'il revient à se poser, les dilapidateurs notoires des fonds Pétro Caribe, n'ontils jamais consulté un dictionnaire pour prendre connaissance de ces thèmes tels l'éthique, la déontologie, la bienséance, le savoir-vivre etc. ? Pour ces détrousseurs, il n'y a autres issues que la prison à vie.

Claudy Gassant embauché par Jovenel Moise !



Claudy Gassant

Par Isabelle L. Papillon

L'avocat bien connu, ancien juge d'instruction et commissaire de gouvernement Me Claudy Gassant vient d'être embauché par le président inculpé Jovenel Moise pour être le Directeur Général de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) ; une façon d'entamer le partage du gâteau avec la dite opposition politique. Entre autres tâches, il aura la charge de conduire l'enquête sur le dossier des fonds dilapidés du PetroCaribe.

Gassant n'est pas le premier ni le dernier politicien haïtien illustrant sans scrupule leur sens d'éthique opportuniste. Ce n'est pas le fruit du hasard, si le pouvoir a jeté son choix sur un allié de Pitit Desalin ou proche de Moise Jean-Charles pour certainement remplacer le Major David Basile, membre du PHTK.

Gassant ne sera pas étranger à ce secteur, vu qu'il assurait en 2014 la défense non seulement de Mme Taïssa Mazile Ethéart l'épouse de Woodly Ethéard , mais également celle de ce dernier, le puissant chef du gang Galil qu'on avait surnommé Sonson Lafamilia, un proche du PHTK de Martelly et de Jovenel Moise qui avait kidnappé l'homme d'affaires Samy El Azzi le 17 février 2014, à Port-au-Prince, inculpé pour blanchiments des avoirs en provenance du trafic de drogue et du kidnapping.



Mme Taïssa Mazile Ethéart

Cet acte d'indécence criminelle de la part de Gassant avait suscité une invitation de la part du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Port-au-Prince à une rencontre de clarification qui avait eu lieu le lundi 14 avril 2014 à 11 heures du matin au local du Palais de justice.

Qui pis est, Mme Taïssa Mazile Ethéart s'était évadée de la prison civile des femmes de Pétion Ville le 29 mars 2014 avec la complicité du gouvernement de Martelly-Lamothe et c'est Gassant qui l'avait accompagnée au Palais de justice pour se rendre au juge d'instruction d'alors Sonel Jean-François, qui ne l'avait d'ailleurs pas reçue. L'argument du juge était le suivant : « la justice n'a pas reconnu que Mme Taïssa Mazile Ethéart soit en liberté ». Pourtant, Madame n'a jamais regagné sa cellule et ceci jusqu'à nos jours.

Quelques semaines plus tard, justement au début du mois de mai 2014, le bandit Woodly Ethéart qui était en cavale et que la police recherchait se faisait accompagner par ce même Gassant pour le présenter devant le juge d'instruction d'alors Sonel Jean-François.

Sonel Jean-François avait été nommé Directeur général de l'Unité Centrale de renseignements financiers (UCREF) sous l'administration de Jocelerme Privert. Lors, une enquête de l'UCREF avait été publiée dont la teneur était nettement contre le citoyen, l'entrepreneur et candidat à la présidence, Jovenel Moise alors soupçonné de blanchiment des avoirs. Ce rapport lui a coûté son poste quand Jovenel Moise est devenu président de la République, il a été alors remplacé.

Par ailleurs l'ULCC dont Gassant va assurer sans doute la continuité de David Basile est administrée par un conseil d'administration comprenant trois membres : le ministre de l'Économie et des Finances en est le président. Il est flanqué d'un Directeur général qui va gérer les activités quotidiennes de l'ULCC, et est assisté par un Directeur des Operations et un directeur administratif et financier. L'ensemble de ces Directeurs forment un conseil de direction qui a pour rôle de rechercher dans la législation tous les facteurs pouvant favoriser la corruption et recommander leur élimination. La Mission de l'ULCC est de combattre la corruption dans ses multiples formes, dans la vie publique en général, au sein de l'administration publique en particulier.

Bonne besogne, Me. Gassant ! « L'honnêteté » vous guidera pour sûr…



Le juge d'instruction d'alors Sonel Jean-François.



Deux membres du gang Galil : Woodly Ethéard , alias Sonson Lafamilia proche du PHTK et Rénel le Récif



De gauche à droite Claudy Gassant, Moise Jean-Charles et Matthias Pierre

Des Haïtiens portent leurs gilets jaunes !



Des gilets avec l'écriteau : Kòt Kòb Petro Karibe a



Les manifestants promettent d'adopter une attitude pareille aux militants du mouvement des gilets jaunes en France

Par Marie Laurette Numa

Est-ce une sorte de solidarité quand un groupe de jeunes haïtiens du Rassemblement des Organisations Engagées (ROA), imitant les manifestations des gilets jaunes en France ont été devant la Primature le mardi 18 décembre pour exiger pacifiquement que la lumière soit faite sur les fonds de Petrocaribe.?

Est-ce un autre moyen de ces jeunes pour essayer de relancer ce mouvement « Où est passé l'argent du PetroCaribe » qui depuis les deux grandes manifestations historiques et populaires du 17 Octobre et de celles du 18 Novembre dernier a été en quelque sorte récupéré par les candidats à la présidence, eux qui n'ont pas la capacité de mobiliser les masses.

« Nous nous inspirons du mouvement des gilets jaunes en France, et nous allons adopter une attitude pareille à eux si le gouvernement refuse de satisfaire à nos revendications. » ont déclaré certains manifestants.

Le Rassemblement des Organisations Engagées promet d'intensifier leur nombre de façon à combattre la corruption et de forcer le gouvernement que dirige le Premier ministre Jean-Henry Céant à prendre ses responsabilités.

Il avait promis au mois d'octobre que chaque jeudi, il organisera les jeudis Petro afin de communiquer aux médias et à la population sur l'évolution du dossier PetroCaribe. Il n'a rien dévoilé depuis lors. A chacun ses promesses et ses silences…

N'en faites pas trop, laissez-en un peu
Banalités et malsités

Par Fanfan La Tulipe

« La nature seule tirerait de son sein fécond tout ce qu'il faudrait pour un nombre infini d'hommes modérés et laborieux. C'est l'orgueil et la mollesse de certains hommes qui en mettent tant d'autres dans une affreuse pauvreté. »

Fénelon (Les aventures de Télémaque)

Il n'est dit nulle part dans mes feuillantes écritures que régulièrement je doive faire de la politique dure, pwès. Cette semaine, je m'en vais tempérer mes ardeurs plumitives pour m'en tenir à des considérations moins «épaisses», mais pas forcément d'une minceur translucide. Elles concernent des petites choses banales pour certains, grosses pourtant de dures réalités qui sont l'essence même de la vie de millions d'êtres humains. Je me demande si nombre de nous, confortablement installés dans le confort du quotidien, y pensent jamais, si cette banalitude leur a jamais effleuré l'esprit.

Ce matin, hier matin, comme moi, vous vous êtes levé reposé, détendu, sauf si vous avez eu des problèmes de sommeil. Nous avons eu notre douche, avec le gros avantage de pouvoir utiliser une pomme de douche réglable, à plusieurs jets, sans oublier la température de l'eau ajustable à volonté: à peau douillette, une eau bien *tiédette*; à peau moins frileuse, un jet d'eau plus froid, plus stimulant. Nous oublions alors les moments difficiles vécus en Haïti : l'eau *frèt* qu'il fallait se verser dessus, très tôt le matin avant d'aller à l'école.

Dans l'enclos de la salle de bain transformée en Scala de Milan, nous sommes tour à tour (avec beaucoup d'audace) Pavarotti, Domingo, Carreras, Alagna, Kaufmann, Villazón, Flórez, Calleja, o sole mio ! Revigorez-moi. Les moins téméraires entonnent des airs popularisés par un Nat King Cole, une Farah Juste, un Ansy Desrose : *si Bondye ban nou bouch se pou n kapab manje, san nou pa gaspiye*. Et si d'aventure, un sang rebelle, haïtien, politique, nous court dans les veines, c'est Manno Charlemagne qui se fait entendre: *sou chak 5 000 entelektyèl, 4 900 nan komokyèl*.

Eh ! Ne dites pas que ce sont de petites choses **banales**. Ce serait tituber dans le sable d'une méchante *banalitude*. Oui, parce que tandis que nous *luciano-pavarottons, ansy-desrosons, manno-charlemagnons*, ils sont des centaines de millions qui le matin n'ont même pas un seau d'eau *frèt* pour se laver. Et c'est quasiment chaque jour qu'ils vivent le malheur de leur dénuement et de leur misère, de leur ***malsité***. Ils doivent faire confiance seulement aux caprices des nuages quand ils apportent un peu de pluie. Ce n'est pas du pétard !

Pis, ils ne peuvent même pas rêver de prendre une douche dans leur vie, d'autant que jusqu'à nouvel ordre, l'ordre révolutionnaire, ils vivent dans une société *chanmòt* à trois étages : au sous-sol s'entassent les miséreux, les souffreteux, les marmiteux, les nécessiteux, les crève-la-faim, les traîne-misère, les sans-le-sou, les *san-anyen* ; au rez-de-chaussée, vit une classe moyenne plus ou moins assurée du lendemain ; à l'étage, les nantis, les privilégiés, les argentés, les endiamantés, les *toutpoumwen*, respirant l'air frais de l'aisance de leurs richesses souvent mal acquises.

Après s'être baigné, on *s'eau-de-cologne*, on s'habille, et il faut bien se restaurer : branches de cresson, foie *du*, morue, sardines, bananes plantain, tranches de pain grillé, café italien ou haïtien, jus d'orange, céréales, œufs durs, œufs à la coque, lait, fruits frais, fromage, jambon, croissant, croque-monsieur, croque-madame, c'est selon les habitudes gastronomiques, et selon *pòch ou tou*. Ah que nous sommes heureux ! Nous baignons dans un grand bonheur quotidien, le palais et le ventre satisfaits, tout en oubliant ou tout en ne sachant peut-être même pas que de par le monde, en 2009, plus d'un milliard de personnes ont souffert de la faim, soit un sixième de l'humanité, cent millions de plus par rapport à 2008. Un chiffre *effrayique*. Ce n'est pas du pétard.



A Port-au-Prince, des enfants naissent, grandissent et deviennent adultes dans les rues, sans avoir jamais connu un foyer » (Alter Presse).

Ce n'est pas «Le Matin qui le dit» (qui des fois donne des *gòl*), ce n'est pas moi non plus, parce que ma mémoire est une passoire qui retient peu (ou presque rien). C'est un rapport annuel de la FAO sur la Sécurité alimentaire qui avance ces données statistiques. Il me fallait stigmatiser cette *effrayicité* qui, pour la minorité jouisseuse, n'est que **banalité**, inéluctabilité, quotidienneté de rien du tout, comme la douche *chatouillante*, *douillettante,* picotante, taquinante du matin, le petit déjeuner aux sardines, le bonheur d'être parmi les plus chanceux, les mieux lotis, les mieux nantis.

La chance aidant nous avons un petit boulot ou même un gros boulot, l'un ou l'autre garantissant un petit compte d'épargne ou un gros, selon le niveau *boulotant*. Au plus haut de cette *boulotterie*, il y a les professionnels *vanm panm*. Bien casés, ils sont assurés du lendemain, sauf un malheur dans leur vie. Leur pain est sur la couche, leur morue sur le gril. N'oublions pas les retraités qui vivent tant bien que mal de leurs salaires de retraite. En principe, nous avons donc travail et logis, nous avons un chez soi. Nous sommes en forme, *anfòm* n'est-ce pas ?

Oh ! J'allais oublier la voiture, ou même les voitures. Les capables ne souffrant pas, on peut se permettre deux bonnes bagnoles dont l'une peut être une Mercedes, une Lexus ou une BMW. C'est dire que nombre d'entre nous appartiennent à une catégorie de privilégiés qui ne connaît pas les rigueurs d'attendre l'autobus par dix degrés Fahrenheit, avec parfois la furie perçante, glaçante, frigorifiante, *frigidifiante*, du vent qui vous cisaille, *tranchaille, découpaille* les flancs. Ce n'est pas du pétard !

Le soir venu, au foyer, nous sommes bien au chaud ou au frais, tout dépend de la saison. Nous dînons bien, à l'haïtienne bien entendu, nos pois et riz *ne tombent pas à terre*. Les plus sophistiqués, généralement les mieux pourvus, arrosent leur repas de bon vin. *Kapab pa soufri*. On est assis dans le living room, regardant la télé, généralement sans se rendre compte que chaque intervention d'un *analyseur* de ce qui domine l'actualité est un autre seau d'eau qui nous est lancé pour nous lessiver le cerveau, et que chaque publicité est d'une telle *torturance*, d'une telle *navrance*, d'une telle *désolance,* d'une telle *indigestance*, d'une telle *ridiculité*, d'une telle *pénibilité*, d'une telle débilité que les plus avertis se demandent si des cerveaux humains ont pu produire de telles *déprimances* et *repoussances*. Tel médicament est présenté avec mille effets secondaires certains touchant à *l'effrayicité*, pourtant on vous le recommande chaudement, enfin, froidement, et si ça ne marche pas, tant pis pour vous, *bêtard* et couillon que vous êtes. *Libera nos, Domine* !

Ceux-là qui se sont fondus dans le décor nord-américain sont vite devenus des fans du basketball, du football (américain) ou du hockey. Une infime minorité trouve le temps de se meubler l'esprit en lisant un journal « sérieux » ou un livre formateur, enrichissant, bravo ! *Mal kou byen*, nous trouvons le temps de dépouiller notre courrier électronique. Enfouis parmi une centaine d'*abracadabrances* publicitaires, gisent seulement deux ou trois courriels intéressants ou importants. Puis, le moment venu, on est prêt à se mettre au lit. Ouf ! Mission accomplie, «grâce à Dieu», selon une formule universelle chère aux croyants. Et demain recommencera le cycle des **banalités** de l'existence qui pour des centaines de millions de personnes doivent vivre avec leur *malsité*, leurs calamités, leur adversité et leur pauvreté.

Oui, nous avons donc boulot, salaire, logis, confort du *home*, repas appétissants, loisirs au quotidien, mais oublions cette plaie sociale qu'est le *sans-logisme*. À New York ou à Paris, à Amsterdam ou à Rome comme dans nombre de villes de pays dits développés, ils sont des milliers de sans-logis, de sans-abri, de sans domicile fixe (SDF), ces gens qui habitent sur les trottoirs, sous les ponts, dans un couloir de métro, à la belle étoile, à la belle lune, dans des foyers d'accueil s'ils sont assez veinards.

En France en 2009, on a recensé quelque trois cents cinquante SDF morts de froid. Dire que pendant sa campagne électorale, le vaniteux, le prétentieux, le petit miteux et calamiteux Sarkozy avait promis que durant son mandat, pas un seul Français ne mourrait de froid. Tous pareils : politiciens véreux, loqueteux, fripouilleux, crapuleux, scrofuleux, pustuleux, pesteux, galeux, bubonneux, menteurs, bluffeurs, paradeurs, frimeurs, *djoleurs*, et surtout *boulshiteurs*.

L'abbé Pierre observait, bien avant sa mort : « Rien qu'à Paris, chaque nuit, ils sont plus de 2 000 recroquevillés sous le gel, sans toit, sans pain, plus d'un presque nu ». Aux États-Unis, les sans-logis se multiplient : ce sont des individus chassés de leurs emplois et de leurs domiciles par la crise financière. En plus, les violences contre les sans-abri deviennent quotidiennes et nombreuses (Le Monde et AFP, 27 août 2009).

Pendant l'hiver 2017 où les Etats-Unis étaient saisis par une vague de froid, Washington comptait près de 7 500 sans-abris où la température avoisinait les -10° Celsius (14 **°F)** pendant plusieurs jours (24 Heures, 30.12.2017). - Le nombre de *sans-abri* à New York avait bondi de 39% en un an, *pour* atteindre 3.892 personnes (VOA Afrique, 6 juil. 2017).

Les défenseurs des sans-logis pointent du doigt une société de plus en plus méprisante à l'égard des SDF au point de les criminaliser. « Ils ne sont même plus considérés comme des êtres humains », affirme Maria Foscarini, du Centre national de lutte contre l'exclusion aux USA. Pensons-y parfois, nous les privilégiés qui avons un « toit fixe », et ne nous satisfaisons plus des **banalités** de notre quotidien.

Nos gosses vont à l'école, et même quand des parents doivent tirer le diable par la queue, leurs enfants mangent trois fois par jour et sont bien vêtus. Cela paraît normal et aller de soi. Pourtant, les choses *pa swa* ni ne vont de soi pour tous les enfants. Les enfants de rues en sont la preuve la plus cruelle. Ce sont le plus souvent soit des sans-domiciles, soit des mômes ayant un domicile mais qui travaillent dans les rues. Ils peuvent aussi vivre avec leur famille dans la rue ou dans un refuge pour enfants des rues.

L'UNICEF estime qu'il y en a plusieurs dizaines de millions dans le monde. Les chiffres varient : 11 millions en Inde, 445 000 au Bangladesh, 250 000 au Kenya, 200 000 à Kinshasa. Combien à Port-au-Prince ? En avril 2011, l'UNICEF en Haïti a répertorié plus de 3000 enfants de rue dans l'aire métropolitaine (Frederica Pierre Louis, *La problématique des enfants des rues en Haïti*. La Voix des Jeunes). Beaucoup de ces enfants lavent des voitures, chargent des autobus ou mendient, alors que d'autres forment des bandes armées avec l'espoir d'y trouver une meilleure protection et de meilleures chances de survie.

Récemment, il est devenu de notoriété publique que des têtes brûlées du pouvoir en Haïti arment ces jeunes à des fins politiciennes. Alors, nos gosses qui vont à l'école et mangent à leur faim, ce n'est pas **banal**. Non, nous sommes des privilégiés, pensons-y parfois. Rêvons surtout d'une vie meilleure pour ces enfants. Car, Cuba est peut-être le seul pays au monde à n'avoir pas le problème des enfants de rue. Et selon l'UNICEF, Cuba est aussi le seul pays au monde où aucun enfant ne dort avec la faim au ventre. Donald Trump, *where are you* ? *Kote ou* ? Avez-vous entendu ?

Ceux d'entre nous dotés d'assurances médicales se paient le luxe de voir un médecin généraliste au moins une fois par an. Et quand on n'est pas couvert pour se permettre de telles **banalités**, on se réfugie dans une salle d'urgence (qui n'en est jamais une vraiment, tant on vous fait attendre). Et puis ce sont toujours des examens à n'en plus finir que recommande l'urgentiste, dont certains à mon avis

suite à la page(16)

Dyalòg Bèbè

Dola boujwa san wont pou san
Rèy lavichè depase san pou san
Kadav lasalin benyen nan san
Esnaypè batistè san manman
Grenn bal nan tèt manifestan
Sa pa konsène lang prezidan

Epi zòt di m an n chita pale
Chita nan festival radote
Kondi Manno konsè jebede
Ak nonm ti Gabèl Fwontine
Nan bab rès notè kay kraze

Si w vle pale pale ak dola a
Manyè di l sispann monte ma
Di l sispann monte kwa lakwa
Kwa ki bade ak penti kolera
Pou fware kout vaksin rara

W fè rèv pale ak dèyè Chibli
Ak kèk lòt monseyê simagri
Makòn politichyen figi byen di
K ap fè tèt lakribit gwo midi
K ap kalfou simityè Maryani

J. Fatal Pya 11 desanm 2018

Sasinay Andrice Cheriza



Bandi sanfwanilwa te sasinen Andrice Cheriza trantan (30 an) jou ki te vandredi 14 desanm lan tou pre mache Gerit la, nan Pòtoprens. Se te yon jèn nan Gouvènman Jenès Ayiti.

Pakè Pòtoprens : Ocnam Clamé Daméus revoke, Paul E. Villard enstale !



Me. Ocnam Clamé Daméus



Me. Paul Eronce Villard

Jodi madi 18 desanm lan, te gen gwo aktivite nan Pakè Pòtoprens lan ; kote Me. Paul Eronce Villard te enstale kòm Komisè Gouvènman nan plas Me. Ocnam Clamé Daméus ki te bay demisyon li. N ap tann pou n wè ki sa Villard pral renmèt.

Eske avoka yo nan Baro Pòtoprens lan pral tounen nan travay yo, apre 68 jou yo sot pase nan grèv kont Ocnam?

Tonton Nwèl Cheri

Tonton Nwel cheri ou pa jam pase,
menm yon ti pope ou ta pote pou mwen
A la -m ta kontan, mwen menm ak ti Jan o
Manman m pap travay papa m pap travay
yo pa gen lajan pou ban ou manje
alewè pope, alewe balon, menm yon pidetwal
Si ou pa pase mwen pap rele viv nwèl
si ou pa pase m pap
rele viv anyen
Si ou pa pase mwen pap rele viv nwèl, tanpri fè kè m kontan

Tonton nwèl cheri gade m pye atè gade m toutouni
mwen bezwen ti rad, yon soulye boyo pou m fè ti joudlan
Ti Jan pa gen rad ti jan tou malad
Se yon sèl tifrè ke bondye ban mwen
Papa m nan brote, manman m nan mande
parenn mwen nan preche
Tonton nwèl cheri si ou pa sa pote jwèt mem m yon ti lanp
ak yon silabè
Mwen bezwen limyè pou m touye mizè
Manman m pap travay papa-m pap travay,
yo pa gen lajan pou banou manje
Si-m te gen limyè memmsi m pa doktè
M ta trete mizè !
.

Yo koupe tèt solèy

Yo koupe tèt solèy, O!
Li tonbe lwen, lwen, lwen, lwen,
Li tonbe lwen lòt bò Lagonav…
Men gade jan li senyen, mezanmi
Jan li senyen sou tout bagay.
Solèy, papa solèy, O!

Li tonbe lwen, lwen, lwen
L ale tonbe jouk nan Ginen
Men gade jan li senyen, mezanmi,
Jan li senyen sou nou tout.

Filip Tobi Maslen

Nowèl Nowèl men Nwèl la tounen oo (bis)
Nowèl Nowèl tout kè m se lapenn
Nowèl Nowèl Nowèl malere oo
Nowèl Nowèl tout kè m se lapenn

Yole ak Ansi Dérose

DOKTÈ MARIE H. MADHERE MOURI!

Ayiti Libète ap anonse avèk anpil lapenn, lanmò Doktè Marie H. Madhere. Kondoleyans ak mari li Serge Madhere, frè li Roger Leduc.

Kadav Marie Madhere ap ekspoze nan Salon finèb Andrew Toregrossa & Sons Inc 2265 Flatbush ave. Vandredi 21 desanm soti 5h pou 9h diswa

Lantèman an ap chante Samdi 22 desanm 2018, Dizè nan maten, nan Legliz Sakrekè ki chita nan 115-58 222zyèm ri, Kwins, Nouyòk

Pou Enfòmasyon rele : 347-534-6924

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE PAIX DE LA COMMUNE DE DELMAS

L'an deux mille dix-huit et le lundi neuf avril, An 215e de l'Indépendance à trois heures trente de l'après midi. Nous, Mag. Garry Coupette, Juge de Paix suppléant de la Commune de Delmas, assisté de notre Greffière Marie Irlène FINEUS. Sur la réquisition verbale du sieur RAPHAEL Olin, identifié au no. 001-291-187-8, propriétaire, demeurant et domicilié à Delmas 19, à l'effet de nous transporter à Delmas 19, aux fins de constater l'abandon du toit conjugal de son épouse, femme née DELICIEN Marie Camila, de recueillir toutes déclarations utiles et d'en dresser procès-verbal à telles fins que de droit ; Déférant à cette réquisition, accompagné du requérant et de son avocat, nous nous sommes transportés sur les lieux susdits, aux fins susdites, y étant arrivés le requérant nous a conduit à l'étage d'une propriété fond et bâtisse, logeant aussi une école dénommée COLLEGE MIXTE RAPHAEL OLIN où il nous a conduit dans son appartement où il vivait avec son épouse, où nous avons vu et constaté dans le salon un réfrigérateur, de meuble fait en vois, une table et un salon, ensuite avons été conduits à la chambre du toit conjugal nous avons vu et constaté un lit complet, une armoire qui selon le requérant contenait non seulement ses vêtements mais aussi ceux de son épouse, à l'intérieur duquel, nous avons vu et constaté uniquement des vêtements et des chaussures masculins, n'avons vu ni constaté par contre aucun vêtement qui pourrait appartenir à une femme. Notre constat matériel terminé, avons appelé à haute et intelligible voix la dame DELICIEN Marie Camila n'a pas répondu à l'appel. Avons recueilli la déclaration du requérant de la manière suivante, Magistrat, je suis convolé en juste noce avec mon épouse DELICIEN Marie Camila depuis 8 avril 2012, de cette union nous avons une fillette de 5 ans. C'est avec stupéfaction que j'ai pu constate que cette dernière a pris tous ces bagages puis abandonné le toit conjugal sans explication aucune. Pourquoi, j'ai recueilli l''apreil judiciaire aux fins d'un constat.
Requis de signer, il l'a fait
S/RAPHAEL Olin
De tout quoi, avons dressé et clos le présent procès-verbal de constat que nous avons, après lecture, signé avec notre greffière, les jours, mois et an que dessus
Pour expédition conforme collationnée
Marie Irlène FINEUS, Greffière
Vu par le juge de Paix de Delmas pour la légalisation de la signature de la greffière
Mag. Garry COUPETTE, Juge de paix.

Plaidoyer pour rendre au peuple (haïtien) sa dignité

Par Erno RENONCOURT

Un regard cinglant et rigoureux pour diagnostiquer le vide éthique qui prend possession d'Haïti et conduit les groupes sociaux et culturels à préférer la tranquillité de leurs accointances. Un appel humaniste pour faire retentir l'urgence d'un engagement citoyen pour une prise en charge collective. Loin des enfumages politiques, Loin des impostures militantes. Une utopie citoyenne à nourrir pour forcer le passage dans l'obscurité, hors de l'indigence qui donne la main à l'impuissance pour faire la fête.



En Haïti, l'offre politique est si médiocre, tant dans sa forme que son contenu, qu'elle s'exprime par des projets économiques et sociaux portant des noms misérables tels que « Ede pèp », « Plat atè ».

Écouter le bruit de l'indigence du monde

Une réelle angoisse existentielle est en train de prendre possession des couches populaires, et même des classes moyennes, un peu partout dans le monde. La réalité de l'indigence, qui se répand à coup de misères, de bas salaires, de précarités, de médiocrités, de corruption et de soumission, menace d'embraser la planète en allumant de multiples foyers de contestation. Même les places fortes des grandes capitales occidentales, constituées par les puissances économiques mondiales, ne sont guère à l'abri. Voir Paris, haut lieu de culture, symbole du luxe et de l'opulence, qui gronde et laisse éclater ses accents de colère, est révélateur de cette angoisse sociale.



Cantine Mobile “Ede Pèp”

Et comme en commune imposture démocratique, le système et ses anges gardiens ont déployé leur arsenal répressif pour intimider et mater la rébellion. Au pays autoproclamé des droits de l'homme, on interdit aussi les manifestations ; on met en joue et gaze des lycéens ; on bouscule, matraque, traine et marche sur des vieillards, des retraité (e)s et des personnes à mobilité réduite ; on défigure ou, si on préfère, on refait le visage des opposants politiques ; on déploie les blindés. Tout cela, rien que pour protéger l'élu de la finance néolibérale qui, tout en prenant le pognon des pauvres pour le donner aux riches, leur disait avec arrogance de venir le chercher, s'ils n'étaient pas contents de sa politique. Toute la barbarie, que les bons vieux médias français et occidentaux nous disaient être l'apanage exclusif des Russes, des Iraniens, des Nord-Coréens et des Vénézuéliens, est exécutée avec une dextérité que peuvent envier les experts des polices politiques des régimes les plus despotiques. Un fait qui a le bénéfice de faire tomber le masque du vernis démocratique toujours revendiqué par le néolibéralisme occidental.

Moscou et Caracas, constamment tancés par la diplomatie française et occidentale, devraient, par le biais de la section des droits humains de l'ONU, demander à ce que l'exécutif français garantisse les droits des manifestants français, dans le respect du plein exercice de la démocratie, de la libre contestation et du pluralisme politique. Heureusement qu'en France la contestation n'est pas subventionnée par quelques ONG et quelques agences réputées fauteuses de troubles au service de l'impérialisme. Sauf si la main rouge décolorée du Kremlin serait derrière les Gilets Jaunes.

Une manière de préciser que nul, s'il est de bonne foi, n'osera contester l'hypothèse que cette angoisse, qui soulève des vagues de colère et des soubresauts insurrectionnels, résulte de l'injustice des offres politiques portées, soutenues et revendiquées par les oligarchies nationales devenues de plus en plus rapaces et indifférentes à la souffrance des classes populaires

.Aux quatre coins du globe, tandis qu'une minorité de 1% se gave en monopolisant les 80% des richesses disponibles, une majorité se paupérise et agonise en recevant en pleine gueule les effets désastreux des politiques néolibérales. Par-ci, des ajustements programmés par des coupes budgétaires livrant le service public des États à l'indigence structurelle pour privilégier le service privé. Par-là, des cycles de crise générés qui renforcent la précarité. Sinon, des exonérations d'impôts, des franchises douanières, des subventions généreuses, l'évasion fiscale pour les riches ou des achats inappropriés auprès de gros fournisseurs en guise de redevances politiques pour leur soutien économique lors des élections. C'est le même schéma qui se répète comme s'il y avait une volonté d'Uniformiser l'Échec (UE) des peuples par la misère, les injustices sociales et la précarité.

Menacés, dénudés, terrassés par les effets de ces politiques socialement précaires, en certains lieux, les couches sociales s'indignent et font entendre leur colère dans une fureur qui surprend et panique les architectes et défenseurs de l'ordre néolibéral. Méfiants vis-à-vis des politiques, des réseaux de citoyens, de plus en plus critiques, se regroupent et\ cherchent des alternatives. Pour la plupart, il leur manque la claire conscience des objectifs de leur lutte dans une perspective d'alliances stratégiques pour faire plier le système. Dans leur quête de justice sociale et au contact de la violence répressive exercée par les gardiens de l'exploitation, ils ne peuvent s'empêcher de s'enflammer de colère pour éclairer l'obscurité qui les effraie. L'imposture de leurs élites et la médiocrité des politiques que celles-ci mettent en avant pour leur succès engendrent une précarité qui préfigure un modèle économique et social justifiant le postulat de l'indigence pour tous.

En Haïti, l'offre politique est si médiocre, tant dans sa forme que son contenu, qu'elle s'exprime par des projets économiques et sociaux portant des noms misérables tels que « Ede pèp », « Plat atè ». Des dénominations suffisantes pour comprendre qu'objectivement le but de ces projets est de rabaisser l'individu pour le ramener à sa plus plate bestialité, lui enlevant toute humanité et toute dignité.



Vers une quête d'authenticité

Le temps est donc à la parole authentique pour faire émerger, au-delà du désespoir, une nouvelle utopie citoyenne. Il y a deux ans, j'avais appelé à une internationalisation des luttes populaires par multiplication des réseaux d'insoumission. Une manière intelligente de nourrir la contestation contre le système d'exploitation mondiale par l'interconnexion des foyers de révolte. Une façon subtile, par-delà les distances géographiques et culturelles, d'entretenir des connexions citoyennes afin de relayer l'écho des luttes populaires et citoyennes qui cherchent à contrer l'indigence politique mondiale. Une manière de raviver la flamme d'une nouvelle internationale des peuples.

C'est le sens de ce plaidoyer qui livre des échos d'une opportune initiative pour que chacun se laisser transcender et aide les autres, autour de lui, à se relever du sol et à prendre de la hauteur. Cette quête doit devenir une vraie initiative pour faire surgir un engagement citoyen illuminé par une claire conscientisation et une grande responsabilisation par rapport à la nécessité de construire des alliances stratégiques conjoncturelles. De toute évidence, en ce qui concerne Haïti, il faut de courageuses initiatives pour dimensionner l'expression du besoin des actions, porteuses d'espérance, pour une prise en main collective. L'urgence de ce plaidoyer, dans sa quête d'authenticité, se fait d'autant plus sentir que la thématique qu'elle aborde est en adéquation avec le contexte politique et social dans lequel Haïti vit ou plutôt désespère et meurt. Encore que cela concerne aussi d'autres pays. Encore qu'ailleurs aussi, la colère couve, gronde et explose dans une rage jaune (comme à Paris), couleur des flammes rappelant les barricades de la commune qui menaçaient Paris, il y a deux siècles déjà. Ce qui tend à confirmer le reflux des vagues de l'histoire, ramenant à marée basse les conflits étouffés et les injustices criantes exacerbées par le néo-libéralisme dans sa phase sauvage.

Forcément, on est tenté d'établir un parallèle entre ce qu'il se passe en France et en Haïti ces derniers jours. Une sorte de clin d'œil à l'histoire et à la conjonction des évènements ayant amené, par le passé, les révolutions de 1789 et de 1804. A la vérité, si hier, Haïti, anciennement Saint Domingue, brûlait de mille colères et de révolte contre l'esclavage, elle parait aujourd'hui plutôt tétanisée et atrophiée. Pourtant, la majorité de la population vit toujours dans les mêmes conditions infra humaines qu'au temps de l'esclavage, avec le seul avantage que les gens ne sentent plus le poids de leurs chaines. Comme si la majorité de la population (toute couche sociale confondue) avait appris à supporter sa misère. A l'inverse, depuis quelque temps, on voit Paris, même dans son opulence, être le théâtre d'une révolte citoyenne légitime pour exiger des conditions de vie moins précaires. On comprend à peine qu'Haïti, défigurée par la misère, la corruption et la médiocrité, puisse revendiquer la tranquillité du statuquo pour vaquer à ses indigences ; alors que Paris, si coquette, si raffinée, si cultivée, se montre si rebelle et si enflammée dans sa colère contre l'injustice sociale. Si Haïti, avec ses PetroChallengers, inquiète par son adaptation et à sa résilience à l'indigence qui rend toute réussite précaire ; Paris, avec ses Gilets Jaunes, inspire et motive par la détermination et la cohérence organisationnelle contre les injustices sociales et la violence du système. Quand on sait qu'Haïti est mille milliards de fois plus misérable et plus vulnérable que Paris, on se dit que s'accommoder de toutes les injustices et de toutes les précarités ne peut que révéler l'immense déshumanisation qui s'est emparée de cette région livrée à l'appétit des vautours.

Objectivement, ceci rend nécessaire l'émergence d'une pensée et d'une parole en rupture d'avec l'imposture dominante pour couvrir le bruit de la métamorphose joyeuse et pompeuse. C'est au nom de cette urgence que ce plaidoyer veut aborder l'angoisse de la réalité haïtienne. N'ayant pas le monopole de la vérité, on s'en tiendra à l'authenticité. D'ailleurs, un célèbre généticien français, Albert Jacquard, disait qu' « il est toujours préférable d'oublier la vérité pour privilégier l'authenticité ». Sans doute, parce que nous ne sommes que mille fragments brisés d'une vérité qui ne nous appartient pas uniquement. Car, c'est la vérité de notre destinée, de notre dignité et de notre humanité.

Manifestement, la conjoncture haïtienne nous interpelle et oblige à laisser tomber les masques pour ne plus se voiler la face et se défiler devant la réalité et les responsabilités. Les silences devant cette abjecte misère sont angoissants. Les rafistolages pour célébrer comme une résilience l'adaptation de la population à cette monstruosité disent nos complicités et nos médiocrités. Car il ne peut être que médiocre ou escroc, celui qui demande à une population de supporter sans révolte une réalité qui la dépouille de sa dignité en la maintenant « Plat atè ».

Nous avons atteint le fond où nous devons accepter de nous ouvrir aux turbulences structurantes pour oser repenser nos rapports, dans l'intelligence, avec notre pays, nos institutions, notre environnement, nos compatriotes et avec nous-mêmes. Nous avons laissé imprudemment germer et structurer une certaine forme de médiocrité qui revêt la parure d'une fausse assurance de sécurité. Parce que la délinquance nous a permis de combattre l'autre versant de la médiocrité bruyante, qui paraissait menacer notre tranquillité et nos petits succès, nous nous en sommes accommodés. Alors même qu'il fallait la combattre pour aller vers des alternatives structurantes, Ainsi, la médiocrité est devenue une forme de stabilité. Dans cette absence d'empathie, davantage soucieux de notre confort, nous nous sommes laissés guider par le silence de nos indifférences, le vide de notre humanité, l'avidité de nos élans opportunistes, les accointances ou les complicités qui garantissent nos succès

suite à la page(16)

Pacte de gouvernabilité version Céant, qui y croit !

(1ère partie)

Nous sommes fin décembre 2018. La crise politico-sociale débutée en réalité depuis le début du quinquennat du Président Jovenel Moïse inquiète de plus en plus les citoyens haïtiens qui ne voient pas le bout du tunnel à quelques jours de la nouvelle année. A dire vrai, cette crise inquiète aussi toutes les parties prenantes. Du Président de la République et de son chef de gouvernement, Jean Henry Céant, aux opposants politiques les plus radicaux. Cette inquiétude est d'autant plus justifiée que le pays est quasiment dans une crise permanente sans que personne ne voit comment s'en sortir. Pratiquement toutes les démarches ou actions entreprises par l'une des parties en conflit n'aboutissent à rien, sinon qu'à pousser l'autre à une surenchère de propositions ou de provocation. Un dialogue de sourd en quelque sorte. Du côté du pouvoir, surtout entre les deux chefs de l'exécutif, l'un surveille l'autre comme le lait sur le feu. A chaque initiative venue de la part de l'un ou de l'autre, elle est âprement discutée, analysée, pesée et sous-pesée afin d'éviter tout malentendu.

Car, chacun cherche à paraître comme celui qui a trouvé la bonne réponse. Dans ce jeu de surveillance réciproque, la politique n'est jamais loin. Elle est même présente en permanence car les enjeux sont grands pour celui qui aura apporté la meilleure solution pour clôturer ce chapitre de crise ouvert depuis si longtemps dans le pays. Jovenel Moïse sait qu'il joue sa présidence et pourquoi pas la place de celui qu'il aura à soutenir dans trois ans s'il arrive à sauver son quinquennat. Jean Henry Céant aussi joue sa place à la tête du gouvernement. Il sait que s'il n'arrive pas à quelque chose de solide afin de calmer l'opposition, sa présence à la tête du gouvernement n'aura pas de raison d'être. Certains, comme il sait, n'hésiteront point à le lui rappeler. Plus que le chef de l'Etat qui détient, même contesté, un mandat constitutionnel de cinq années, il est plutôt sur une chaise éjectable. En tant que Premier ministre, détenteur d'une mission capitale, sinon cruciale, il doit arriver avec les mains remplies de propositions pour convaincre d'abord la présidence de sa capacité à le protéger mais aussi convaincre l'opposition à négocier une paix durable ou du moins jusqu'à la fin de la présidence.

D'ailleurs, en cette période de fêtes de fin d'année, Jean Henry Céant vient de solliciter une trêve hivernale afin de permettre au pays de trouver un peu de sérénité et de calme. Chez l'opposition plurielle, la lutte pour le contrôle de l'espace politique n'est pas une mince affaire. Cette opposition plurielle et multiple aurait pu constituer un socle compact capable de parler d'une seule voix le temps de proposer une alternative au pouvoir qu'elle veut renverser. Mais, c'est plus facile à dire qu'à faire. D'où, d'ailleurs, toutes les difficultés du gouvernement de Jean Henry Céant de s'assurer qu'il est bien en mesure de dialoguer avec la bonne opposition et de ce dialogue constructif sortira un consensus devant permettre à Haïti de respirer au moins jusqu'au prochain processus électoral. Mais là aussi, la politique politicienne et l'ambition légitime de chacun des leaders ou chefs de partis de l'opposition ne faciliteront point la tâche à ceux qui veulent vraiment ce dialogue.

N'arrivant pas à s'accorder sur une ligne directive et adopter collectivement la marche à suivre pour s'opposer de manière constructive et rationnelle, l'opposition, à son corps défendant, joue contre elle-même. Mais force collective de nuisance face au pouvoir, elle empêche néanmoins ce dernier d'avancer comme il l'entend. Résultat des courses, les deux parties sont dans l'impasse. Alors, le locataire de la Villa d'Accueil qui agit sous le contrôle du Président Jovenel Moïse prend une initiative qui, pour lui, serait de la dernière chance. Il s'agit de proposer à l'opposition plurielle un document de travail de cinq pages que la Primature a baptisé : Pacte de gouvernabilité. Au moins sur ce plan, le gouvernement, conduit par le Notaire du haut Bourdon, marque un point sur l'opposition qui peine à se mettre d'accord pour présenter collectivement un document identique susceptible d'attirer l'attention du pouvoir, voire l'attirer dans un piège. Certes, l'opposition, depuis le début de la crise, a déjà présenté çà et là des documents dans lesquels elle donne sa position et son souhait.

Mais, sans jamais démontrer que ces propositions sont sujettes à discussion, donc modifiables au cours des pourparlers. Les propositions de l'opposition, c'est à prendre ou à laisser. C'est toute la différence avec ce qu'a proposé le Premier ministre bien que si l'on va un peu vite l'on pourrait penser qu'il s'agit d'un document fini alors qu'il n'en est rien. Ce Pacte de gouvernabilité ou Pacte de gouvernement n'est rien d'autre qu'un simple document dans lequel celui qui est commissionné par les trois pouvoirs, c'est important de le rappeler, fait des propositions sur les termes dont l'exécutif aurait souhaité entamer le dialogue avec l'ensemble des acteurs régissant la vie politico-sociale haïtienne. Incontestablement, Jean Henry Céant retrouve là son métier de Notaire qui ne se contente pas de discuter à l'oral comme aiment le faire les acteurs politiques haïtiens. En revanche, sur la forme tout d'abord du document, si l'on peut l'appeler ainsi, il y a quelques points à souligner. Pour un document qui veut être les points forts sur lesquels l'avenir du pays devrait être débattu, certains spécialistes le trouvent assez léger. Ils estiment que trop de sujets manquent à l'appel.

Surtout le Premier ministre a présenté le document comme quelque chose devant aboutir à un Pacte de gouvernement d'une durée de trois ans. Bien sûr, selon le document, après discussion, des modifications seront apportées. Mais, en terme de proposition et de sujets à débattre, ces spécialistes croient que la Primature aurait dû remplir davantage cette feuille de route en mettant l'accent sur l'institutionnalisation de certains organismes publics qui sont les causes premières de diverses crises politiques et institutionnelles depuis la promulgation de la Constitution de 1987. Deuxièmement, parler de Pacte de gouvernabilité alors qu'il s'agit tout juste d'un texte sur lequel le débat va être ouvert, c'est donner l'impression à l'opinion publique et à ses futurs interlocuteurs que tout est déjà bouclé. Surtout, la Primature a parlé de Pacte alors que personne, outre l'entourage du pouvoir, n'a encore donné son avis pour constituer le document. Donc le terme de Pacte est incorrect.



Jean Henry Céant propose clairement un « Partage de responsabilité avec l'opposition et la société civile dans le cadre d'un gouvernement d'ouverture mis en place par le pouvoir actuel »

Ils soutiennent que c'était le même problème auquel avait été confronté le Pacte de gouvernabilité qu'avait proposé feu le Président René Préval en 2006 afin de construire dans la durée une stabilité politique et sociale dans le pays sur une période de 30 ans. Mais, faute de concertation en amont avec tous les acteurs, ce Pacte de gouvernabilité version Préval n'a finalement jamais vu le jour. Le processus avait été mal engagé. Et le pouvoir, une fois la participation de certains leaders au gouvernement du Premier ministre Jacques Edouard Alexis obtenue, avait tout simplement ignoré tout son engagement en vue de consolider les institutions d'où les crises politico-institutionnelles qui se sont poursuivies rendant pratiquement le pays ingouvernable et instable. Toujours sur la forme, certains pensent qu'il n'est plus nécessaire que des textes émanant du gouvernement ou de l'Etat en général reprennent dans leur mise en contexte que : Haïti s'étend sur X km2 et compte X millions d'habitants et autre statistique des organismes étrangers qui rappellent à chaque fois, comme une litanie, que le pays est le plus pauvre du continent ou bien est le seul PMA (Pays Moins Avancé) des Amériques, etc.

Ce genre de rappel est inutile et contre-productif. C'est aux dirigeants du pays de prendre leurs responsabilités et de trouver la bonne méthode pour permettre au pays de trouver sa place et son rang parmi les Nations développées du monde. Ce n'est pas en psalmodiant les chapelets des ONG (Organisations Non Gouvernementales) qui font leur beurre justement sur ces statistiques devenues des classiques injustifiées pour les Etats du Sud qu'on arrivera à changer les choses. Maintenant, jetons un regard sur le fond de ce document dit Pacte de gouvernabilité de l'ère de l'Administration Moïse/Céant. Ce document que nous estimons être un document de travail préparé en perspective des pourparlers à venir avec l'opposition et tous les secteurs de la vie nationale comporte sept points que le Premier ministre décline comme sept Pactes de gouvernabilité. Ils se définissent ainsi : un Pacte politique ; un Pacte social ; un Pacte économique ; un Pacte de lutte contre le gaspillage, la contrebande, la corruption et l'incivisme ;

un Pacte sur le Procès PetroCaribe ; un Pacte de justice, de lutte contre l'impunité, de sécurité publique et de respect des Droits Humains ; et enfin, un Pacte sur le paquet de lois à réviser ou mettre en place en 2019. Comme on peut le remarquer, s'il fallait relever tous les contentieux qui opposent la société, l'opposition et divers secteurs avec le pouvoir, il n'y aurait pas assez de place pour noter les pactes qu'il fallait signer. Car, un pacte est avant tout un contrat signé entre deux personnes ou entre deux entités. D'où notre première interrogation sur le terme de pacte qu'a employé le gouvernement pour présenter son document de sept pages. Lorsque nous avons eu en main le document, notre première curiosité s'est portée sur la dernière page à la recherche des noms des partenaires, des organisations politiques et des secteurs de la Société civile ayant paraphé avec les autorités ce fameux Pacte de gouvernabilité. Il n'y en a aucun. On commençait même à faire notre autocritique en disant qu'on a eu tort de dire que le PM n'avait rencontré personne depuis qu'il a eu pour mission de dialoguer avec l'opposition.

Et on a même pensé dans un premier temps que le Président Jovenel Moïse n'aurait pas dû court-circuiter le Notaire avec la nomination du maire des Cayes, Jean Gabriel Fortuné, pour mener de son côté des pourparlers avec les leaders des partis politiques et autres acteurs de la Société civile organisée. Finalement, on a été déçu lorsqu'on est arrivé à la fin du texte qui n'est même pas daté puisqu'il se termine ainsi : fait à Port-au-Prince, le… Ce qui signifie que ce document n'est qu'un brouillon ou une ébauche de textes mise à la disposition des secteurs avant qu'ils entament réellement le dialogue avec le pouvoir. Car, contrairement à ce que pourrait penser le Premier ministre, tous ceux qui seront prêts ou avec qui il a déjà discuté ne sont pas des imbéciles. Ils savent pertinemment qu'en dialoguant avec le chef du gouvernement, ils ne se doutent pas un instant qu'ils discutent avec le pouvoir. Après tout, ils savent que seul le Président de la République a réellement le pouvoir de décider, d'accepter ou pas les propositions qu'ils auront à faire.

Dans le premier point qui, pour nous, et on n'est pas le seul à le penser, est le plus important parmi les sept propositions, c'est le Pacte politique. D'entrée jeu, Jean Henry Céant propose clairement un « Partage de responsabilité avec l'opposition et la société civile dans le cadre d'un gouvernement d'ouverture mis en place par le pouvoir actuel ». Ce point est capital dans le document et il est même essentiel et pour le Premier ministre et pour la suite de la mobilisation anti-Jovenel dans les jours et mois suivants. C'est l'acceptation de cette proposition qui avait permis au Président René Préval et son chef de gouvernement d'alors, Jacques Edouard Alexis, de respirer jusqu'aux émeutes populaires dites émeutes de la faim qui avaient fini par emporter en 2008 le Premier ministre Jacques Edouard Alexis. Mais, malgré la chute de celui-ci, tous les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir et ce jusqu'à la fin de la présidence Préval, étaient basés sur le modèle des gouvernements d'ouverture ou de consensus. Tous ont survécu au nom de ce Pacte. Or, en réalité, de Pacte de gouvernement, il n'y avait que le nom. Il n'y a eu aucune signature entre le pouvoir et les partis politiques. Encore moins des membres de l'opposition qui ont paraphé le moindre texte les engageant vis-à-vis du pouvoir.

(A suivre)

Lavalas Family Statement on 28th Anniversary of Aristide's First Electoral Victory



Jean-Bertrand Aristide voting on Dec. 16, 1990 in an historic election that he was winning with 67% of the polling when the Electoral Council stopped counting

by Fanmi Lavalas



Thousands of Haitians marching through Port-au-Prince on Nov. 18, 2018 demanded the resignation of Pres. Jovenel Moïse

Dec. 16, 2018 marked the 28th anniversary of the former liberation theologian priest Jean-Bertrand Aristide's election as Haiti's president in 1990.

It was the first time Haitians were able to directly and democratically elect their president. Previous Haitian presidential elections (not counting those marred by violence in November 1987 or fraud and abstention in January 1988) had been mediated by Haiti's Parliament.

Aristide's stunning victory sparked similar grassroots electoral campaigns and victories across Latin America from Venezuela to Bolivia and Uruguay, from Ecuador to Paraguay and Brazil.

But it also incurred the wrath of Washington, which fomented two bloody coups d'état against Aristide (1991 and 2004), followed by two foreign military interventions and occupations. The second continues to this day.

This imperial head-lock on Haiti's electoral system and economy has resulted in the contested election on Nov. 20, 2016 (with 81% of the electorate not voting) of Pres. Jovenel Moïse, Haiti's second neo-Duvalierist head of state since the 2010 earthquake.

Today, Haiti's masses, including the base of Aristide's party, the Lavalas Family, are rising up nationwide in massive demonstrations which threaten to drive Moïse from power before the end of his five-year term.

The following statement comes in the context of this uprising, which is likely to resume with renewed force in the early months of 2019.

Kim Ives

Fanmi Lavalas Statement,
Nov. 15, 2018
Crisis and Resolution

There is a grave crisis in contemporary Haitian society, in which the masses of our people are opposing an oligarchy determined to perpetuate a system of exclusion.

There have been many bumps in the road since February, 1986, when our people overthrew the Duvalier regime. Several *coups d'etat* have occurred, with the most damaging to the population having taken place in 1991 and 2004. Despite continued battering by the repressive and ideological machine, the more conscious and militant sectors of the population have stood firm; their resistance has been constant despite periods of setback.

At the present time, we are witnessing a general awakening of national consciousness. In addition to the population rising up to insist on better living conditions, with demands coming from many different sectors, including workers, peasants, educators, and students, the scandal involving the embezzling of the Petro-Caribe funds has provoked a big upsurge in mobilization against corruption and impunity. As so often occurs throughout history, the Petro-Caribe scandal has raised the awareness of the overwhelming majority about the unjust economic and political system, revealing the cause-and-effect relationship between this system and the sufferings of the Haitian people. Large masses of the population have come to understand with greater clarity and intensity the urgent necessity to take their destiny in their own hands.

As usually occurs during periods of dynamic struggle such as the present, the oligarchy is fractured. Attempting to maintain the status quo, it is faced with internal contradictions regarding the strategy that would allow it to save "the system" – a sham institutional "democracy" set within a framework of an economic and social regime based on glaring inequalities, a stranglehold on political power that excludes the popular masses, and the pillage of national resources.

Fanmi Lavalas Political Organization is always closely tuned in to the various sectors of the population, and our conclusion is obvious: it is time for the political class to muster the courage to initiate a profound change in the paradigm and structures of governance that characterize the present system. This is a necessity that has a wide consensus as manifested by the ever-growing magnitude of anti-government mobilization that we are witnessing today. It is imperative that we respect the people's aspirations for progress and for a just society. It is paramount that we stand in solidarity with the people's protests demanding a new form of state. The nation deserves a new system that is more in harmony with the dreams of our founders, a new vision of the Republic rooted in Justice, Transparency and Participation.

The population is rejecting the usurpers who have derived their power from the fraudulent elections and who have discredited themselves with multiple scandals involving corruption and impunity. Our people are facing savage repression that continues to create victims among the disadvantaged masses, and that is heightening the insecurity that is poisoning daily life for the majority. Fanmi Lavalas Political Organization continues to stand firmly with the Haitian people to "*chavire chodyè a"* (overturn the cauldron). No cosmetic solution will bring an effective and lasting solution to the crisis in which we are plunged. This system has run its course. It cannot be patched up. It must be changed.

"*Chavire chodyè a*" means that we consider this moment to be exceptional. The deterioration of the political situation, the degradation of the economy and public finances, the failure of the state and its institutions, the lack of legitimacy and the absence of credibility at all levels of the state apparatus, make illusory if not impossible an end to the crisis by so-called constitutional means. The conditions for a new beginning that will put the country back on track, in ?keeping with the demands of the overwhelming majority, require an exceptional approach. For Fanmi Lavalas this includes:

1) Obtain the resignation of Jovenel Moise through a general mobilization

2) Resignation of [Prime Minister] Jean Henry Céant and all his ministers

3) Assess the dysfunction and lapses in the Parliament

4) Put in place an executive and a government of public safety to ensure a transition for a period of 36 months.

This transition government will consist of credible personalities, engaged in the struggle against exclusion and corruption, who share a vision of a new method of governance. Among the priorities to be included:

a) Improve the living conditions of the population by the sound and efficient management of current priorities pending the installation of an elected government.

b) Create a constituent assembly for a new fundamental charter that will define the features of the new Republic.

c) Organize a necessary national dialogue.

d) Create the conditions that will end impunity and allow for a trial of those who have absconded with the Petro-Caribe funds.

e) Take all measures to revise the Electoral Law and appoint a new electoral council charged with organizing elections to close out the transition period.

The transition aims to implement fundamental reforms that would allow a democratic process and would make possible free, honest and credible elections. The transition must restore confidence between the people and the state. In this light, the demands of the popular masses must be taken into account on all issues. True to its commitment to social justice and participation, Fanmi Lavalas will play its role alongside the population in continuing to promote the dialogue that is indispensable among the sons and daughters of the same land.

Executive Committee
of Fanmi Lavalas
Dr. Maryse Narcisse
M. Joël Vorbe
Dr. Jean Myrto Julien
Agr. Anthony Dessources

(*An unofficial translation by Haiti Action Committee*)

Obstacles to Implementing Haiti's National Budget

by Prensa Latina



Deputy Abel Descollines has flagged several problems with the Haitian government's draft national budget, which was delivered to Parliament just last week, more than two months late.

Haiti's national budget, already more than two months overdue for implementation, is generating controversy among parliamentarians who must approve the document.

Mirebalais MP Abel Descollines threatened to vote against the Finance Law presented by the Executive on Dec. 10 and asked the government to clarify the budget being implemented.

"Parliamentarians who are not close to the government have great difficulties to benefit from the outlay of funds allocated to their constituencies," lamented Descollines.

He regretted that funds for the different constituencies, some 2.5 million gourdes ($33,783) "have not yet been disbursed."

The lawmaker announced his intention to form a "parliamentary guerrilla group" to veto the bill, particularly in the lower house.

Although the fiscal year began Oct. 1, the 2018-2019 budget final draft was only delivered to parliament on Dec. 10. According to Ronald Décembre, the Minister of Economy and Finance, it is predominantly for social needs.

The law calls for 110 billion gourdes ($1.467 billion) for its financial component and more than 62 billion gourdes ($911,764) for investments.

Health and Education portfolios will benefit from increases of 26% and 63% respectively, compared to the last fiscal year.

The Ministry of Labor and Social Security's income also grew by 10%, while the amount granted to Parliament, strongly criticized in 2017 when its allotment exceeded the one billion gourdes ($14.706 million) allocated to public health, was reduced.

Dominican Republic Deports Over 10,000 Haitians in November



Haitians being loaded on a bus for deportation from the Dominican Republic

by Prensa Latina

In November, more than 10,000 Haitians were deported back to Haiti from the neighboring Dominican Republic, local press reports said on Dec. 12.

According to the Haiti Libre website, 5,272 Haitian nationals were detained during operations in several Dominican provinces, declared to not have proper migration papers, and then deported back to Haiti.

Another 4,757 were returned to the border while trying to enter illegally into Dominican territory.

During 2018, more than 120,000 Haitians were deported from the DR, a figure that, according to *suite à la page(16)*

Cuban Doctors Celebrate 20 Years in Haiti

by Prensa Latina



A Cuban doctor administers a shot to a Haitian child. Thousands of Cuban doctors have worked in Haiti over the past two decades

Haiti commemorated on Dec. 4 the arrival 20 years ago of hundreds and doctors and other Cuban health experts to care for victims of Hurricane George, which killed 400 people.

That was the birth of the Cuban Medical Brigade, one of the dreams of then Commander in Chief Fidel Castro and another sign of Cuba's solidarity with the planet's vulnerable nations.

Cuban doctors were in Haiti during the fateful Jan. 12, 2010 earthquake which killed tens of thousands, wounded hundreds of thousands, *suite à la page(16)*

Souhaite à tous ses cli

et Bonne Ann

Dr. M. Menard
50% Discount on Evaluations during December!
Doctor of Naturopathy
Certified Natural Health Professional Holistic Health Coach
917.549.1875
www.mynsp.com/menard
naturesmcd77@gmail.com

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York



Dr. Kesler Dalmacy
1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226
Tel: 718-434-5345

Guarino Funeral Home



9222 Flatlands Ave
Brooklyn, NY 11236
718-257-2890

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER IMMIGRATION & TAX SERVICES



Fast Refunds • Green Card • Notary Public
1229 Flatbush Avenue.
646-340-2561
917-517-4216 cell

New Bonny's Tailor Shop
2720 Farragut Road (between Flatbush & E. 28th St.) Brooklyn, NY 11210
646.925.8063

Multiple Service Solutions
Fritz Cherubin
1374 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-6787

JJ's Fritaille
Griot • Tassot • Cabrit • Acra
4021 Glenwood Road
(corner of Albany Ave.)
Brooklyn, NY 11210
347.636.2850

Esteve Enterprises Inc.
Income Taxes • Real Estate
8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
718- 251-1889

Dieuveille Accounting & Tax Services
209 NE 95th St., Suite #4,
Miami Shores, FL 33138
786-419-3049

Will Cargo Service
Shipping
4521 Church Ave.,
Brooklyn, NY 11203
347-219-1369
Ask for Willo

NODELAYS TAX Multi-services Corp
Income Tax Preparation
Home Foreclosure Specialist
• Short Sales • Uncontested Divorce •
Immigration Prep Services
• Translations • And much more.
VISIT US!
1976 Nostrand Avenue
(between Foster & Farragut)
Brooklyn, NY 11210
347-461-9350
AUTHORIZED IRS e-file PROVIDER

Global Paralegal Services
Jean F. Joseph
• Immigration Services
• Divorce • Bankruptcy
• Translations
• Income Tax Preparation
• All Legal Forms & Resumés
2809 Church Ave., Suite 7,
Brooklyn, NY 11226
718.282.8986 office
347.261.4703 cell

COLIMON
EXPRESS SERVICES
30 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-754-0232

MIZIK DEPOT
Bazile Jean-Berthol
13170 N.W. 7th Avenue
Miami, Fl 33168
786-285-2313

FLATLANDS PHARMACY
9002 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
(718) 975-8200

Elicie Fashion
Supply & Beauty Salon
11882 West Dixie Highway
Miami, FL 33161
305-303-4325

Baker's Treats
Patties • Bread • Cakes • Pain Patate
1625 Nostrand Ave., B'klyn, NY
718.826.2253

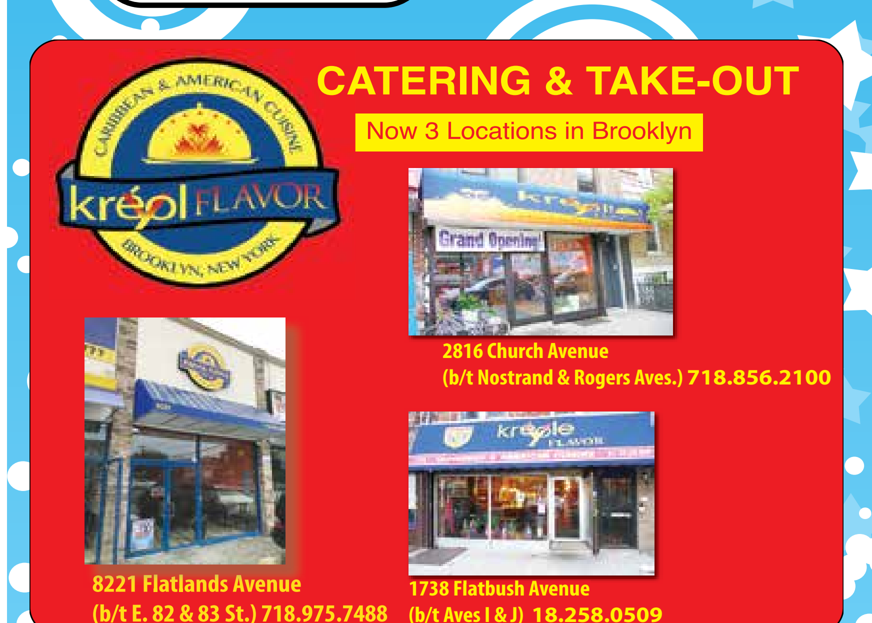
SEE N
OF N
THAN
BEF

No one tells the story
New Yorkers, and now t
Presenting MNN's HD C
built this channel
Community Producers
stories, documentary st
stories. Join us at MNN H
channel 1993 for the b
there are - the story of y

AMPLI
LOCAL
TIME WARN
CHANN



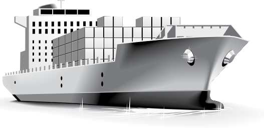
STREAMING WORLD





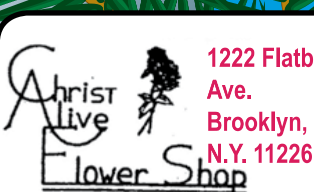
Haitian-Americans United for Progress, Inc.
Immigration
• Legal Services • Translations
• Information/Referrals • Adult Education
• Special Needs Services
• Family Support Services
• Counseling on Domestic iolence
• Notary Public
1760 Nostrand Avenue
(between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
718.233.1186
www.haupinc.org

JETCO Shipping



Etienne Victorin
963 Rogers Avenue Brooklyn, NY 11226
Office: 718.856.2500
Cell: 347.998.7112

ents Joyeux Noël 2018
née 2019



1222 Flatbush Ave.
Brooklyn, N.Y. 11226
Dominique & Frantz
718-940-0075

Ovi's Place
Specializing in Grilled Chicken & Salads
2925 Avenue H
Brooklyn, NY 11210
(718) 421-1640

TAX PROBLEMS
Audits, Back Taxes, Levies
Corporations, Estates, LLCs
FRANTZ BOISSON, EA
3415 Ave. I, B'klyn, NY
(646) 249-5204

GREAT LEGACY AUTO SCHOOL
8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
Danny & Martine Dorestil
718-676-4514
718-942-4242

César Accounting & Tax Services
Leon César, Notary Public.
2063 Nostrand Ave.
(bet. Farragut & Glenwood)
Brooklyn, NY 11210
718.360.3120

Dr. Joel H. Poliard
5000 NE 2nd Ave
Miami, FL 33137
305-751-1105

Virgile's
Tuxedo & Bridal Shop
Rent & Sales
for all Occasions
13749 NW 7th Ave.,
North Miami, FL 33168.
305-757-4822
701 N.E. 13th Street,
Fort Lauderdale,
FL 33304
954-760-4142

J. ANTHONY ARCHER, ND, CNHP
950 Nostrand Ave.,
B'klyn, NY 11225
718-771-2719
www.naturalhealthfirst.com
Email: archer@mynsp.com

Elie & Associates Tax & Multiservice
9822 NE 2nd Ave., 2nd Flr.,
Suite 3, Miami Shores, FL 33138
305-758-2008
786-487-9131
Cell: 305-762-2757

Chaco Shipping
Fedex • DHL • UPS • AmeriJet
Laptop/Desktop Computer Repair
NoPin • CallDirek • Digicel • Star Pinless.
Income Tax
2916 Clarendon Road
Brooklyn, NY 11226
718-282-9372

Bethel Christian Church
(Disciples of Christ, Inc.)
Jerome Hérold, Founder & Pastor 1098
Flatbush Avenue, Brooklyn, NY 11226
718.909.5288
www.bethelchristianny.org

MORE
MNN
EVER
ORE.
of New York better than
he story just got bigger.
Community Channel: We
specifically for MNN
to tell their stories. Love
ories, action stories, BIG
HD on Time Warner Cable
iggest New York stories
your life.
FIED
VOICES
NER CABLE
EL 1993
HD
NN
DWIDE ON MNN.ORG

AUTO TECH DRIVING SCHOOL
Driving Lessons * 5 Hr. Class * Road Test Scheduling * Car for Road Test
1776 Nostrand Avenue, Brooklyn, NY 11226
718.859.2200 • 646.377.8294
www.atechdrivingschool.com

HCC
HAITIAN CENTERS COUNCIL, INC.
HAITIAN CENTERS COUNCIL
FREE Fitness classes, cooking demo, health education
FREE Metro Card for HIV Testing
Payless for translations: French & Creole
No Food, No Problem/Find if you qualify for Food Stamps
Haitian-American Community Coalition
3807 Church Avenue,
Brooklyn, NY 11203
718.940.2200

Rapid Immigration & Tax Services
13049 W. Dixie Highway
North Miami, FL 33161
305-895-3288 off
786-306-3767 cell

LE BIZARRE
ROSIAS-JEAN-CLAUDE
"PLAY-BOY"
HAUTE COUTURE
We Offer Special Late Night
Emergency Service
EXPERT
TAILORING & ALTERATIONS
BRAIN www.Rosias-Rosias.com
4024B Glenwood Rd.
(Corner of Albany Ave.)
Brooklyn, New York
Bus Phone 718 434 1694
Cell 347 351 9883
Home 718 241 2858

VISION REALTY CORP
Houses for Sale in Brooklyn
4920 Avenue H
(corner of Utica)
Brooklyn, NY 11234
718.677.3239

BG CAFE CREOLE
Restaurant & Bakery
Edline
1366 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718.434.1366



Herbs & Vitamins
* Juices * Smoothies
* Soups * Salads
1358 Flatbush Ave. & 730 Flatbush Ave.,
Brooklyn, NY
718.421.6030 * 718.240.4670

PHARMACIE DU PEUPLE
3001 Clarendon Road
Brooklyn, NY 11226
718-941-1013

GRENADIER TAX SERVICES
Rapid Refund • Electronic Filing
• Business Taxes
$30 off tax preparation with this ad
1583 Albany Avenue
Brooklyn, NY 11210
718.421.0162 • 917.202.3833 cell

Technic Driving School
Raoul St. Flavin
2714 Nostrand Avenue,
Brooklyn, NY 11210
718.282.7792

Fernande Scott Hermantin
In the spirit of peace & solidarity.



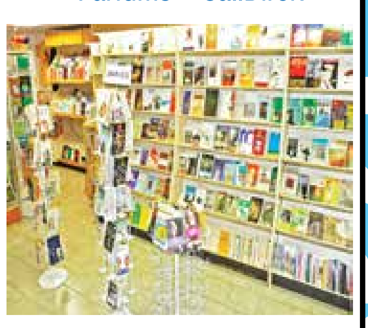
Director: Florence Comeau
Interlink Translation Services
* Translations * Interpreters
* Immigration Services * Resumé
* Fax Send & Receive * Much more.
English • French • Kreyòl • Spanish
Tel: 718-363-1585
899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.



• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation
Nou pale kreyòl.
5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

Grenadier Books
Pour vos cadeaux de Noël
Livres • CDs • DVDs • T-Shirts
• Parfums • CallDirek



1583 Albany Ave., B'klyn, NY
718-421-0162

Comment l'élection de Bolsonaro fut-elle possible ?

Par Mauro Luis Iasi*

Le sujet occulte: au vainqueur les batates

Une question hante les esprits inquiets qui cherchent à comprendre le contexte dans lequel s'est déroulée l'élection de Bolsonaro : comment cela fut possible?

Une telle question est hautement compréhensible dès lors que des personnes sont guidées par la raison et le bon sens et qu'ils imaginent que les événements se déterminent par un certain caractère raisonnable. Malheureusement, l'histoire nous prouve que, dans la lutte des classes comme dans la guerre, la première victime est la raison.

Dans un documentaire réalisé par Errol Morris en 2003, intitulé The Fog of War (Brumes de guerre), l'ancien secrétaire américain à la Défense, McNamara, déclarait: « la rationalité ne nous sauvera pas ». Il est évident que toute personne sensée face aux alternatives présentées n'aurait pas choisi quelqu'un qui allie la non-préparation, la barbarie explicite et l'évidente idiotie comme le candidat en question. Or, il ne s'agit pas de choix motivés par la raison et, aussi pénible qu'en soit le constat, il ne s'agit pas non plus de personnes sensées.

A ce stade, la recherche de réponses se réfugie dans l'hypothèse d'une manipulation. Ainsi, nous aurions eu affaire à des personnes sensées, mais qui auraient été manipulés par un tissu de mensonges communément désignés par l'euphémisme Fake News. Ciro Gomes semble suivre cette voie interprétative en affirmant dans une interview récente qu'il ne pouvait pas croire que près de 60% de l'électorat soit fasciste. Je suis enclin à être d'accord, mais la question persiste : pourquoi cet électorat a-t-il été réceptif à la proposition du fascisme ?

D'autres recherchent un réconfort dans un raisonnement mathématique peu convaincant. L'électorat aurait été divisé en trois parties : une première partie a voté pour le candidat d'extrême droite (39% ou 57 millions), une deuxième pour Haddad (32% ou 47 millions) et une troisième a été formée par l'abstention, les votes blancs et nuls (29% ou 42 millions). La majorité n'aurait ainsi pas voté pour Bolsonaro (61% ou 89 millions), impliquant qu'elle ne l'appuierait pas.

Je crois que cet argument est faux pour plusieurs raisons. Premièrement, parce qu'il associe la majorité au bon sens ; ce qui n'est vrai d'aucune manière. Rousseau y croyait, mais personne n'a jamais pris cette espérance au sérieux. Deuxièmement, parce que cet argument mêle des éléments de nature différente (abstentions, votes blancs et nuls) comme s'ils étaient des votes opposés à l'extrême droite – ce que je ne crois pas qu'ils soient. Ce sont les expressions des gens qui n'ont pas voté, et c'est tout. Les personnes ne votent pas pour des raisons multiples et variées, allant de la possible erreur d'enregistrement, aux causalités fortuites, jusqu'au désenchantement – alliée ou non à une critique du système – vis-à-vis des élections. De quelque manière que ce soit, ce désenchantement a alimenté la candidature de Bolsonaro et des partisans d'alternatives à la gauche. Par ailleurs, il est plus probable que ces non-votes se soient distribuées statistiquement dans la même proportion que les votes exprimés. C'est-à-dire, environ 39% pour le candidat élu et 32% pour son adversaire.

Je crois que ce déplacement de la majorité électorale à droite et à l'extrême droite a une autre explication. Je soutiendrai ici qu'une piste pour comprendre les déterminations plus profondes de ce processus renvoie notre analyse à un « sujet occulte ». Mais commençons par les sujets visibles. Il est clair que le spectre politique brésilien était divisé en segments de droite et d'extrême droite, de centre gauche, de centre, de gauche et d'extrême gauche. Ces segments étaient personnifiés : Alckmin, Meirelles et Amoedo (droite), Bolsonaro (extrême droite), Haddad et Ciro (centre gauche), Silva (centre ou centre droit, avec elle on ne sait jamais), Boulos (gauche), Vera (extrême gauche). Ne me demandez pas de placer sur cet échiquier politique un ancien pompier, gréviste, croyant, député enragé contre le péril communiste en Amérique Latine et contre les puissants, parce que franchement j'en suis bien incapable (1).

La question décisive d'un point de vue électoral est de déterminer la capacité de ces expressions politiques à mobiliser une adhésion massive. Procédons par élimination. Pour des raisons différentes, la droite, le centre et la gauche ne pouvaient pas mobiliser d'importants contingents. D'une part à cause de l'usure provoqué par le gouvernement Temer, de l'aggravation visible des conditions de vie et de l'insécurité; d'autre part, à cause de la longue période de conciliation de classe qui a ruiné la capacité de résistance et d'autonomie des travailleurs, limitant la possibilité d'un discours de gauche. Il ne restait, dans le contexte rude de la crise, qu' une possible polarisation entre l'extrême droite et le centre gauche, incarnée par les trois candidatures émergentes du premier tour (Bolsonaro, Haddad et Gomes). Avec des méthodes efficaces, et peu louables, le centre gauche bascula en faveur du candidat du PT et la polarisation électorale dans le pays trouva son point d'aboutissement: anti-pétisme contre pétisme (anti- Vs pro-PT).

Puisque la droite et l'extrême droite se sont unies tactiquement contre le pétisme, et puisqu'ils avaient bien manœuvré – depuis le coup d'État parlementaire, médiatique et institutionnel de 2016 – pour éliminer la plus grande chance de victoire du centre gauche (Lula), le jeu était déjà déséquilibré en faveur des conservateurs puis, à la suite de la faillite de l'alternative Alckmin (PSDB), en faveur des réactionnaires.

Le moteur principal de l'extrême droite a toujours été l'anti-pétisme. Je suis convaincu que la majorité de ceux qui étaient disposés à voter pour un fanfaron autoritaire et non préparé était d'abord convaincue qu'il était nécessaire d'empêcher le PT de retourner au pouvoir. Toutes nos mises en garde à propos du péril fasciste, de la recrudescence de la violence, de la régression démocratique, des propositions démentes en matière économique, du cynisme et de l'amoralité, des préjugés machistes, homophobes et racistes, n'ont pas fait la différence face à la priorité de se débarrasser du PT. Pour ajouter une touche d'ironie à ce scénario tragique, bon nombre de ceux qui ont bénéficié des politiques (très limitées) sociales et de soutien à la consommation populaire ont voté contre le PT.

De toute évidence, il y a eu également un élément de manipulation. En effet, ces élections ont aussi été le théâtre d'une offensive massive des médias, d'une action judiciaire donnant la priorité aux attaques contre les pétistes impliqués dans des affaires de corruption, de l'intense prédication morale d'un certain fondamentalisme religieux alliant positions peu progressistes et discours en défense de la famille et des bonnes mœurs. De la même manière, un tissu d'organisations puissantes et millionnaires ont répandu un libéralisme enragé d'extrême droite par l'intermédiaire de mouvements et de personnalités qui ont agi comme de véritables armes de guerre et de déstabilisation, comme les initiatives des frères milliardaires Charles et David Koch, de la très droitière John Birch Society, de l'organisation Students for Liberty ; en sus des traditionnelles ressources provenant des partis (PSDB, DEM, etc.) et des entrepreneurs.

Si l'on ajoute l'endoctrinement systématique opéré par un ensemble de milieux dits religieux, en vérité engagés dans des entreprises extrêmement rentables d'exploitation de la foi et de l'obscurantisme, nous avons une meilleure idée de l'immense capacité de manipulation des masses qui a pu se déployer.

Toutefois, même sans cette intense manipulation des masses, le PT aurait été vaincu. Pour beaucoup, c'est un mystère. Les gens devraient reconnaître ce qui a été affirmé comme le meilleur gouvernement de notre histoire, l'attention qu'il a porté à ceux qui vivent en dessous de la pauvreté absolue, la Bolsa Família (2), l'accès à l'université, l'augmentation du salaire minimum, les opportunités de consommation et de crédit, et tout cela en même temps que les entreprises, les industries agroalimentaires et les banques se soient largement enrichies, comme adore le rappeler l'ancien président.



Jair Bolsonaro

Le pragmatisme pétiste, c'est vrai, a récolté les fruits de ses différents gouvernements. Ils ont été, comparativement, de « bons » gouvernants – ils ont été des gestionnaires bons et responsables, acceptant de travailler dans le respect des règles et des pratiques en vigueur (incluant, même si certains prétendent ne pas le savoir, des pratiques de corruption directe et indirecte). La surprise est compréhensible : pourquoi une expérience de gouvernement qui a abandonné toute perspective révolutionnaire et a accepté de s'en tenir aux limites de la bourgeoisie institutionnalisée a-t-elle été victime de tant de haine, de préjugés et de violence ?

Une partie de la reconnaissance des réalisations du PT a permis à ce dernier de survivre ; ceci est dû en partie dû à l'effet de contraste exercé par la catastrophe du gouvernement Temer, et en partie au charisme de son chef principal (Lula). Ajoutées aux quelques manœuvres, ceci a permis au PT de placer son candidat au second tour ; mais cela ne suffisait pas pour équilibrer ou à renverser le jeu contre l'extrême droite. La balance électorale ne s'est ré-équilibrée que parce que le PT a rejoint l'antifascisme, dans une alliance largement hétérogène – alliant toute la gauche (y compris l'extrême gauche), incluant des segments intermédiaires progressistes et désillusionnés par le PT, jusqu'à certains segments du centre droit et de la droite, comme ce fut le cas de Marina (Silva) et de quelques figures du PSDB lui-même

Jusque là, nous n'avons procédé qu'à la description du déplacement des segments et à leur polarisation entre l'extrême droite et le centre gauche. Une question demeure sans réponse : pourquoi la classe ouvrière n'a pas volé au secours du gouvernement PT, dans un premier temps, puis volé au secours de la démocratie contre le fascisme ? Ou, au moins, pourquoi ne l'a-t-elle pas fait avec la dimension et la force dont elle était capable ?

C'est ici qu'apparaît notre sujet occulte : la classe ouvrière. Vous vous rappelez d'elle ? Celle qui aurait cessé d'exister dans les sociétés dites « post-industrielles », dans une société dite de la « fin du travail » ; celle dont l'identité de classe s'est amenuisée au cours du temps et dont la centralité dans la lutte politique s'est diluée à la faveur de l'émergence de « nouveaux sujets » et de « nouvelles formes de lutte »… Et bien c'est ce sujet, que plus personne ne voyait, qui avait cessé d'exister et d'être important dans les conflits politiques, qui a décidé du sort des élections en faveur du fascisme.

Depuis quelque temps, certaines voix dissonantes ont mis en avant que la classe ouvrière a subi un processus de changement de forme due à une nouvelle configuration du monde du travail. Elle aurait pris une nouvelle forme, certes, mais continuerait non seulement d'exister mais également d'occuper un rôle central dans la configuration contemporaine du mode de production capitaliste. Je ne veux pas être injuste ici en omettant de citer les contributions essentielles dans cette direction. Aussi il faut mentionner l'œuvre constante de Ricardo Antunes, ainsi que les contributions précieuses de Ruy Braga, Giovanni Alves, Edvânia Lourenço, Maria Orlanda Pinassi, Marilda Iamamoto – pour ne citer que quelques-unes des personnes qui ont combattu l'idéologie de la "fin du monde du travail".

Je voudrais ajouter ici ma modeste contribution à la question de la configuration de la classe et de la conscience de classe. Depuis longtemps, nous avons prévenu que le changement de morphologie de la classe ouvrière, en plus de ne pas modifier son rôle central dans l'ordre capitaliste contemporain (en accord avec les auteurs mentionnés ci-dessus), pouvait générer des changements importants concernant la conscience de classe.

En bref, nous savons qu'il n'existe aucune correspondance mécanique entre la classe en la classe pour soi, de telle sorte que les travailleurs – de par la position qu'ils occupent dans les relations sociales – peuvent ne pas acquérir une conscience correspondante. Les travailleurs, dans la forme immédiate de leur manifestation, ne sont que des individus insérés dans la division sociale du travail et la concurrence, ne se présentant les uns aux autres qu'en tant que concurrents. Sous cette forme immédiate, ils incarnent ce que Sartre appelle "la sérialité". C'est-à-dire qu'ils sont dans le même espace, font la même chose, mais ne se comportent pas en tant que groupe ou forme plus organique d'unité politique. C'est dans lutte contre les contradictions de l'ordre capitaliste, d'abord de manière isolée et occasionnelle, ensuite de manière plus systématique, que ces individus trouvent des points de fusion qui peuvent les conduire à la condition de classe, d'abord par simple opposition aux capitalistes (comme classe en soi), puis, sous certaines conditions, comme possibilité de se constituer en sujets d'un projet historique contre et au-delà du capital (classe pour soi).

Comme nous le voyons, pour la théorie marxiste, la classe et la conscience s'insèrent dans un mouvement de construction et de déconstruction continues, déterminé par la lutte des classes, comme l'a bien saisi E. P. Thompson. Maintenant, lorsque nous analysons le mouvement de la classe ouvrière depuis la crise de l'autocratie bourgeoise des années 1970 à aujourd'hui, nous voyons clairement un processus au sein duquel la fusion de classe et le passage à une classe en soi sont devenus possibles dans les années 1980. Puis ce mouvement s'est interrompu par la suite, laissant place au processus de déconstruction de la classe ouvrière en tant que classe, culminant pendant la période de conciliation de classe des gouvernements pétistes (PT), pour finalement marquer un retour à la sérialité dans la période récente.

Si nous ajoutons à cela les transformations du monde du travail, nous comprenons la base matérielle qui, en plus des déviations politiques, a jeté la classe ouvrière dans un moment brutal, et nouveau, de sérialité. Ce qui nous intéresse maintenant est de comprendre comment cela s'est traduit dans un comportement politique particulier. Pour ce faire, il faut renvoyer notre analyse à un passage du célèbre 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte, dans lequel Marx analyse les paysans et tente de répondre à la question de savoir quelle était la base populaire du coup d'État de Napoléon III.

En bref, Marx affirme que les paysans, du fait de leur position dans les relations sociales et confronté aux formes existantes de propriété, constituaient un certain regroupement de classe sans toutefois constituer une classe à proprement parler. En vivant d'une même manière, en partageant une culture particulière et en exprimant certains intérêts, ils formaient une classe; mais ils ne formaient pas une communauté plus large que celle de leurs intérêts et situations immédiates, ils ne formaient pas une quelconque union nationale et, surtout, ils ne pouvaient pas se représenter eux-mêmes mais devaient être représentés. Pour cette raison, ils n'étaient pas encore une classe, de la même façon que des pommes de terres amassées dans un sac ne constituent rien d'autre qu'un sac de pommes de terre, selon la métaphore de Marx.

Beaucoup de gens considèrent qu'il ne s'agissait là que d'un préjugé de Marx envers les paysans. Mais, à mon avis, cette observation n'est pas uniquement valable pour décrire les conditions objectives de la paysannerie en France à cette époque, mais peut également servir à décrire n'importe quelle classe en processus de formation – y compris le prolétariat urbain ; mais, plus encore, il convient parfaitement à la sérialité que nous sommes en train de décrire.

Les travailleurs étaient fragmentés: les liens qui les unissaient se sont brisés, ils se sont dispersés géographiquement, ils ont été défaits politiquement (trahis, en partie), et ils se sont sérialisés. Mais, même fragmentés, invisibles et méprisés, ils continuaient d'exister et d'être responsables de la production et de la distribution de tout ce qui était nécessaire à l'existence, qu'il s'agisse des produits, des services, de la maintenance ou de tout ce qui fait la matérialité d'une économie entièrement tournée vers le capital. Une fois brisées dans leur unité politique de classe, ils se sont tournés vers d'autres formes d'appartenance et de regroupement au sein desquelles ils ont pu exprimer leurs intérêts immédiats et les éléments constitutifs de leur culture.

Dans le cas présent, ce qui les a unit fut la haine. Ce n'était pas tant la haine du PT, mais un profond mécontentement face à la vie, à la violence quotidienne issue de la criminalité, aux conditions de logement ; la haine d'une société hypocrite qui valorise la méritocratie et supprime les conditions pour que se développent leurs potentialités, une haine contre une bande de suceurs de sang qui contrôle les institutions du gouvernement pour piller les ressources et s'enrichir illicitement, une haine contre une démocratie représentative qui ne représente personne d'autre que ceux qui s'en sont appropriés les instruments afin de garantir leurs privilèges, avec des juges qui se parent des attributs du droit pour être injustes, contre l'inégalité criarde, contre l'opulence de quelques-uns qui sont toujours les pires... En fin de compte, c'est un ressentiment et une haine contre un monde qui les méprise.

Le centre gauche n'a vu dans cette haine qu'un recours électoral, comme lorsqu'il a tenté de s'en prévaloir lors du second tour entre Dilma et Aetius en 2014, pour retourner au discours pragmatique de gouvernement d'alliance avec les bourreaux après les élections. Le fait est que cette force fut tant méprisée qu'elle n'a pas pu donner lieu à une conscience de classe, anticapitaliste et socialiste.

La droite s'est alors chargée de donner forme à cette haine en lui mettant le masque de son adversaire. Le PT est devenu le responsable de la crise, des files d'attente pour des soins de santé, de la précarité de l'éducation, de la corruption, de la crise du modèle familial, de l'explosion d'une sexualité démesurée, des femmes qui élèvent la voix et pointent du doigt celui qui les opprime, des Indiens (mon dieu, il y a encore des Indiens dans ce pays) qui réclament des terres si bien exploitées par l'industrie minière, forestière et agroalimentaire. Le message de l'extrême droite rencontra ainsi la haine d'une bonne partie des travailleurs et a fini par les représenter: cette démocratie est une farce (on peut dissoudre le Congrès et la Cour suprême !), cet État est un puits dans fond d'emplois inutiles, il faut tout privatiser, la police doit tirer pour tuer, il faut se débarrasser des idéologues dans les écoles, abattre les gays, les noirs, les indiens, les féministes, les pétistes, les communistes ...

Cette haine et cet énorme ressentiment ne sont pas nés des travailleurs, comme il est possible de le percevoir. Il est venu de l'extérieur, faisant passer en contrebande des revendications aux ouvriers qui n'étaient pas les leurs et qu'ils doivent craindre. Pourquoi un travailleur devrait-il se préoccuper d'une plus ou moins grande présence de l'État dans l'économie, défendre les privatisations, ou détruire sa possibilité de prendre sa retraite un jour? Ce ressentiment provient des classes

suite à la page(16)

José Leonardo Chirino, précurseur de l'indépendance du Venezuela

Par Frantz Latour

Il y a 220 ans, le 15 décembre 1796, mourrait José Leonardo Chirino, exécuté par les forces de répression esclavagistes de la couronne espagnole.

José Leonardo Chirino est né le 25 avril 1754, à Curimagua, dans l'État de Falcon, au Venezuela. Il était le fils d'un esclave et d'une indienne, raison pour laquelle il jouissait de sa liberté. Il était donc un *Zambo*: métisse fils d'un noir et d'une indienne. Il travaillait au service de la famille Tellería de Coro, une ville de la côte ouest du Venezuela. Le maître de famille voyageait de temps à autre dans le Antilles particulièrement à Saint-Domingue. C'est là que Chirino se serait frotté avec des idées de révolte d'esclaves et d'idées de liberté issues de la révolution française. D'où le projet d'une insurrection à la recherche de l'établissement de la république dans le pays et de l'abolition de l'esclavage.

Le roi d'Espagne, Carlos III, avait accepté de relâcher le régime de l'esclavage; mais quand l'édit royal est parvenu au Venezuela, les autorités coloniales, et en particulier celles de Caracas, s'y étaient opposées, car ses dispositions allaient à l'encontre des «droits» des propriétaires. Après la mort en 1792 d'un Africain nommé Cocofio, réputé pour ses connaissances en matière de la Révolution française, une insistance constante sur la liberté des esclaves fut reprise et réactivée par les *cimarrones* africains des colonies néerlandaise, française et anglaise. Plusieurs centaines d'entre eux s'étaient échappés des colonies antillaises pour se réfugier dans la région de Coro, dans l'Est du Venezuela où allait débuter l'insurrection menée par Chirino.

L'idée d'implanter ce qu'on appelait alors «la loi des Français», qui n'est autre que la République, l'héritage fondamental de la Révolution française, gagna de plus en plus d'adeptes parmi les esclaves noirs et les libres, les *zambos*, les indiens et les métis. Mais le déclencheur décisif des convulsions de 1795 fut d'un ordre plus pragmatique, plus domestique. En ce temps-là, Juan Manuel Iturbe exerçait les fonctions de percepteur des revenus, qui allait généralement de pair avec la rigueur et des sévices punitifs. C'est contre cette situation particulière qui humiliait les agriculteurs, que Chirino se souleva. L'autre personnage marquant de la rébellion fut le noir José Caridad González, homme de culture et défenseur des droits des esclaves.

Le 10 mai 1795, Chirino, en compagnie de José Caridad González, met en branle les débuts de la révolte qui commence à s'étendre dans l'*Hacienda* (propriété) de Macanillas, près de la vallée de Curimagua; les insurgés cherchent à s'emparer de certaines propriétés dans la région, avec l'idée d'incorporer des hommes à la révolte avant d'arriver à Coro, ce sous le commandement de Juan Cristóbal Acosta. Chirino resta pour organiser un autre groupe.

Les insurgés avaient clairement et ouvertement proclamé leurs objectifs:

L'application de la «loi française», à savoir la création d'une république démocratique;

La liberté des Africains asservis et l'abolition de l'esclavage;

La suppression des taxes payées par les indigènes, particulièrement celle dite «alcabala»;

L'élimination de l'aristocratie blanche.

La domination exercée par la société créole dans les régions prises par les rebelles entra alors en crise. Dans les haciendas qui tombèrent entre leurs mains, les rebelles imposèrent la suppression de l'esclavage, l'élimination des privilèges et des taxes *alcabala*. L'**alcabala**, était un impôt indirect du royaume de Castille prélevé au profit du trésor royal. Créée au XIVe siècle, cette taxe présentait la particularité de fournir à la monarchie



José Leonardo Chirino, noir libre né de parents esclaves et précurseur de l'indépendance du Venezuela

espagnole l'essentiel de ses recettes fiscales à la fin du Moyen Âge.

L'insurrection subit un premier revers après des succès initiaux : occupation de plusieurs haciendas des montages du sud de Coro, où s'étaient réfugiés plusieurs centaines de ces *cimarrones* africains venus des colonies néerlandaise, française et anglaise ; mais elle ne put finalement s'emparer de la ville. La supériorité militaire des miliciens de la colonie en nombre et en armes fut fatale pour les insurgés dont une centaine allait mourir. Le 10 décembre 1796, Chirino fut capturé, suite à une trahison, emmené à Caracas pour y être jugé. Immolé sur le gibet, son corps fut démembré et exhibé à divers endroits du pays.

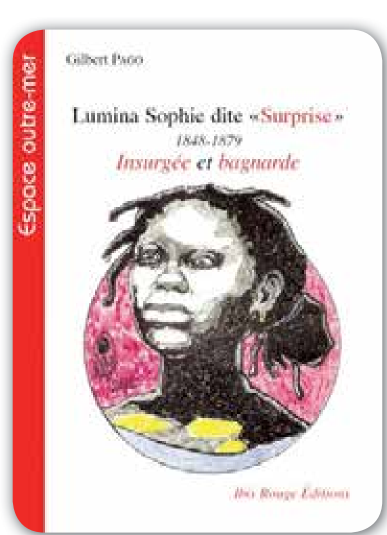
Bien que l'insurrection ait échoué, elle ne fut pas inutile, car au final, les impôts avaient été réduits. En outre, elle est considérée par les historiens comme le premier mouvement vénézuélien avant l'indépendance, et qui a ouvert la voie aux menées indépendantistes de José María España et Manuel Gual, Francisco de Miranda et même Simón Bolívar.

Loin d'être seulement une tranche d'histoire, l'insurrection de Chirino sert également aux groupes défendant les droits des afro-vénézuéliens dans leur travail de sauvegarde de l'héritage nègre dans la société vénézuélienne. Une partie de ce travail est en train d'être réalisé dans les écoles, comme l'a indiqué à *BBC Mundo* Reina Álvarez, du Réseau Afro-vénézuéliens et membre de la commission présidentielle qui cherche à éliminer la discrimination raciale dans le système éducatif.

Les peuples encore opprimés par le système néocolonial en cours restent reconnaissants à la mémoire de celui qui s'était levé contre la tyrannie coloniale.

19 décembre 2018

La mémoire au service des luttes : Lumina Sophie



Par Alain Saint Victor & FUIQP

Il y a 139 ans, le 15 décembre 1879, Lumina Sophie surnommée « Surprise », l'une des dirigeantes de l'insurrection de 1870 contre les békés en Martinique, décédait.

Née en 1848, quelques mois après l'abolition de l'esclavage, elle est la fille d'une ancienne esclave, Marie Sophie (dite Zulma).

Le système esclavagiste étant aboli, les contrats d'associations laissent en jouissance aux nouveaux libres un minuscule lopin de terre et une case. Sur son lopin de terre, la famille élargie de Lumina (sa grand-mère, ses oncles et ses tantes) cultive caféiers, cacaoyers, bananiers.

Après le décès de la grand-mère, la famille se disperse. Le père étant absent, pour survivre, la mère de Lumina exerce de multiples métiers (couturière, cultivatrice, marchande, journalière chez les békés, etc.). Lumina accompagne sa mère dans ses différents travaux et fait ainsi l'apprentissage de la vie des ouvriers et paysans.

« Elle y fait l'expérience des inégalités subies par les populations rurales, notamment en termes d'imposition et d'accès à l'éducation. Dans une Martinique où l'abolition de l'esclavage est encore récente, les classes privilégiées tentent de préserver leurs avantages, et la ségrégation est prégnante. Lumina y est particulièrement sensible. »

En 1870, un Noir, Léopold Lubin, est lourdement condamné dans une affaire l'opposant à un jeune blanc. Un mouvement de solidarité s'organise aussitôt et Lumina connaît alors sa première expérience militante.

Bien qu'enceinte de deux mois, elle participe au soulèvement qui se déroule le 22 septembre de la même année pour exiger la libération de Lubin. Étant une des principales dirigeantes de l'insurrection, Lumina se fait remarquer pour sa capacité à diriger le combat.

La répression est féroce. Lumina est arrêtée et emprisonnée.

« Lors de ses deux procès, on la présente comme la flamme de la révolte, la reine de la compagnie, la plus terrible des chefs de bande. On l'accuse d'être une incendiaire, de chercher à dominer les hommes, de nier sa condition de femme. En avril 1871, elle accouche d'un petit garçon qui est nommé Théodore par l'administration pénitentiaire, et qui lui est immédiatement enlevé; l'enfant mourra en prison quatorze mois plus tard. En juin 1871, Lumina est condamnée aux travaux forcés à perpétuité pour avoir incendié des habitations et participé à l'insurrection. »

Déportée à la Guyane, elle est contrainte d'épouser 7 ans plus tard un bagnard blanc. Elle meurt peu après d'épuisement, de maladie et de mauvais traitements à l'âge de 31 ans.

Lumina Sophie reste dans les mémoires populaires martiniquaises un symbole de fierté et de révolte contre le pouvoir des békés.

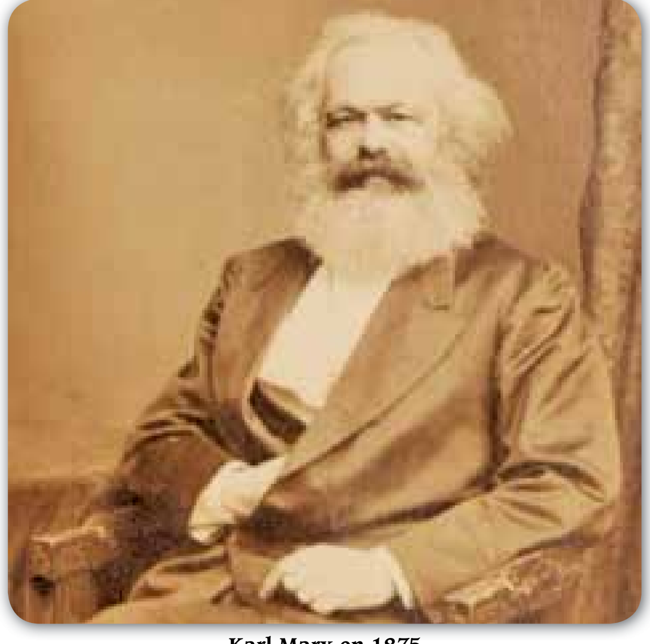
On lui prête ces paroles : « Le Bon Dieu aurait une case sur la terre que je la brûlerais car Dieu n'est sûrement qu'un vieux béké. »

Repose en paix, sœur et camarade.

Texte : FUIQP (Ajouts et modifications ASV) Textes entre guillemets tirés de : https://histoireparlesfemmes.com/2016/12/05/lumina-sophie-insurgee-contre-la-segregation/

Les grandes découvertes de Marx : la valeur travail

Le temps de travail socialement nécessaire est le seul qui compte dans la formation de la valeur.
(Marx, Le Capital)


Karl Marx en 1875

Le temps de travail mesure la valeur d'échange

Dans notre économie où domine l'échange, la production capitaliste est une production d'échange. Le producteur ne fabrique pas pour subvenir à ses propres besoins, ni à ceux de ses proches, mais pour les présenter sur le marché pour les échanger contre d'autres produits dont il a besoin. Le marché est le lieu de rencontre des producteurs, et sur ce marché un produit peut s'échanger contre un nombre plus ou moins important d'autres produits, selon la valeur des produits.

« Ce qui a de la valeur, c'est ce qui nous est utile. » C'est ce que nous pouvons entendre comme explication. Il est vrai qu'un verre d'eau lorsqu'on a marché des heures sous le soleil a énormément de valeur, mais chez soi il nous suffit de tourner le robinet pour se servir et de pouvoir se réhydrater avant d'avoir soif. Cette valeur d'usage est donc purement relative. Pour aller plus loin dans le raisonnement, ouvrir la fenêtre pour renouveler l'air de la chambre où dort un bébé est très utile mais n'a aucune valeur d'échange entre un consommateur et un vendeur, si ce n'est au moment de l'achat de la fenêtre.

Le marché est un lieu où un nombre indéfini de producteurs peuvent proposer une même marchandise et où un nombre indéfini de consommateurs veulent se la procurer.

Imaginons des fabricants qui produisent des téléphones et des tablettes et les mettent en vente sur le marché. Si la vente des tablettes est plus rémunératrice que celle des téléphones, les fabricants favoriseront la production de tablettes. Comme comparativement aux téléphones plus de tablettes seront mises sur le marché, le prix des tablettes aura tendance à diminuer, tandis que celui des téléphones aura tendance à augmenter. Mais comment va s'établir l'équilibre ? Ou quelle est la proportion moyenne où on échangera un certain nombre de téléphones contre un certain nombre de tablettes, c'est-à-dire quelle est la valeur des téléphones et la valeur des tablettes ?

« La valeur d'un produit s'établit en fonction de l'offre et de la demande.» C'est ce qu'on entend souvent. "Si le prix des téléphones augmente c'est qu'on n'en produit pas assez, et si le prix baisse c'est qu'on en produit trop." Cependant, sur le marché, cela ne fonctionne pas de cette manière, puisque si les fabricants de téléphones déversaient des quantités énormes de téléphones, le prix ne descendrait pas au dessous d'un certain seuil, si tant est qu'ils puissent augmenter de manière infinie leur production. Et d'un autre côté, ils ne diminueraient pas de manière indéfinie sans passer à un autre produit. Ce que l'on peut retenir, c'est qu'entre ces oscillations plus ou moins importantes, il existe une valeur moyenne.

« Ce n'est pas parce que la mer connaît une marée haute et une marée basse qu'on ne peut pas chercher son niveau moyen »

Ce n'est pas parce que la mer connaît une marée haute et une marée basse qu'on ne peut pas chercher son niveau moyen. Comment établir cette valeur moyenne pour tous les produits mis en vente sur le marché? Il faut trouver un dénominateur commun à l'ensemble de ces produits. Le seul facteur qui soit commun à toutes les marchandises est le travail nécessaire à leur production.

C'est donc le temps de travail nécessaire à la production des marchandises qui détermine la valeur d'échange, autour de laquelle des oscillations existent en fonction de l'offre et de la demande.

Le temps de travail socialement nécessaire : une précision importante

Pourtant, pour la personne qui s'est fixé comme objectif dans la vie de remplir son compte en banque personnel, ce sont ces variations entre l'offre et la demande qui vont faire les hauts et les bas de son existence. Mais pour la personne qui souhaite construire une autre société, pour elle et pour l'humanité à laquelle elle appartient, rien de plus révolutionnaire que de découvrir que c'est le travail qui détermine la valeur d'échange.

On pourra nous provoquer de cette manière : "Les machines et les robots produisent des marchandises, et même plus vite et de meilleure qualité". Cela est vrai mais l'utilisation de machines nécessite également du temps de travail humain (pour leur conception et leur entretien). De plus, si elles permettent la production de marchandises, elles ne sont pas génératrices de plus-value puisque leur valeur diminue au fur et à mesure de la production des marchandises. C'est ce qu'on appelle l'amortissement dans le coût de revient d'une marchandise.

D'ailleurs le coût de revient comprend également les matières premières, les outillages, les locaux, la manutention, la gestion… Mais la valeur de chacun de ces produits est au final déterminée par le travail qu'ils exigent. Par exemple, la valeur du minerai de fer dépend du travail que son extraction va demander. Une machine ou un robot a demandé des heures de travail de fabrication, de mise au point, de dépannages, de maintenance…et n'est en fin de compte que du travail cristallisé.

Mais on nous dira *« Comment comparer le travail d'un ingénieur qui met au point un robot avec le travail de l'ouvrier qui va le monter ? »* Le marché (qu'on appelle marché du travail) réduit l'équation au même dénominateur : si une heure (1h) de travail de l'ingénieur est estimée plus chère qu'une heure (1h) de l'ouvrier, alors plus de jeunes souhaiteront se tourner vers la formation d'ingénieurs. De même entre les différentes branches d'activités, comme la mécanique, la restauration, l'architecture etc.…

« La valeur d'une marchandise peut être plus précisément énoncée en disant qu'elle est le temps de travail socialement nécessaire à sa production »

Lorsque tous ces facteurs (durée des études et de l'apprentissage, qualité et compétences dans le travail…) sont pris en compte, on peut établir que, par exemple, une heure (1h) de travail de technicien en laboratoire équivaut à une heure trente minutes (1h 30) de technicien de production etc…La valeur d'une marchandise peut être plus précisément énoncée en disant qu'elle est le temps de travail socialement nécessaire à sa production.

Un concept révolutionnaire

En réalité cette valeur ne s'exprime jamais directement, mais indirectement par échange avec une autre marchandise contenant la même quantité de travail socialement nécessaire.

Cette découverte de Marx – la théorie de la valeur travail – permet de comprendre les tendances à long terme des prix des marchandises qui suivent une courbe dépendant du temps de travail, et donc des progrès des technologies et de la productivité.

Grâce à cette théorie, nous pouvons saisir, dans le système capitaliste, le caractère social de la production et l'appropriation privée des produits du travail, et pressentir un système socialiste qui permettrait une véritable planification rationnelle, avec le caractère social de la production et l'appropriation sociale des produits du travail.

La Riposte 18 mai 2018

La France d'Emmanuel Macron : Une « démocratie de façade » qui dissimule une vaste forêt de pauvreté!

Par Robert Lodimus

« De grâce !
Ne me demandez surtout pas
De m'agenouiller
Sous le portique
D'une cathédrale maculée
Pour implorer la miséricorde
D'un « *Dieu* » importé
Qui refuse jusqu'à présent
De parler ma langue
Je peine pour assécher
Les lagunes d'épreuves
Qui submergent
La vallée mystique
Où reposent Démocrite
Cléanthe
Épicure
Ces penseurs immortels
De l'ataraxie
Qui ont tenté de détacher
Par la rhétorique
Les bras de l'*Humanité*
Au gibet de la décrépitude
Je rêve de décapiter
Les carnassiers
Qui ont démembré
Mon fantasme
Dans le berceau vermeil
De la prude jeunesse
Je revois encore
La nuit néfaste
Où une pluie de croix
A atomisé le mailleton
Des illusions hachurées
De *Sabra* et *Chatila* (1)
Je ne peux plus
Détourner mon regard
Des champs de créatures
Assassinées à l'extrémité
De la pleutrerie aveugle
Je promène mon mal
Tous les matins
Dans la bauge irritante
D'un *ghetto* pestiféré »

(Robert Lodimus, *Couronne d'épines et de ronces*, inédit)

« *Le peuple est l'unique souverain dont nous reconnaissons l'autorité.*» Cette phrase mémorable, historique a été prononcée à l'Assemblée nationale française dans la nuit du 12 au 13 décembre 2018 par le député des Bouches-du-Rhône, M. Jean-Luc Mélenchon. Égal à lui-même dans ses prises de parole enflammée, le parlementaire apportait son appui ouvert à la lutte des pauvres qui revendiquent courageusement le dépérissement du système de l'État bourgeois en France et ailleurs. Jean-Luc Mélenchon reste convaincu que son pays a un rôle de catalyseur à jouer dans le combat de la Libération internationale des masses populaires : « *Une fois de plus, il va nous falloir être ce cratère brûlant d'où va jaillir de nouveau la flamme des révolutions qui, par contagion, deviennent la cause commune de toutes les nations d'Europe. Nous allons ouvrir la brèche, nous n'avons besoin des conseils et des autorisations de personne. Nos révolutions n'ont jamais été des révolutions pour les Français mais pour l'humanité universelle* [2]. »

L'éveil brutal d'une conscience révolutionnaire

Depuis quelques années, dans ce journal et dans nos ouvrages publiés ou inédits, nous portons le même discours sur la dévastation et la cruauté du « *Capital* ». Les populations privées des besoins essentiels de subsistance ont résolu de détruire la structure aliénante, de démolir la charpente exploitante du « *Mal absolu* ». La misère étend partout ses ailes exterminatrices. Les souffrances des êtres déshumanisés explosent sur les cinq continents. Les cris qui nous parviennent tous les jours sont ceux de la colère, de la fatigue chronique, du dégoût, de la répugnance, de l'écœurement de la France, de la République d'Haïti, enfin de tous les coins similaires de la planète, dus au seul fait que des quartiers bidonvillisés se réveillent tous les matins dans les bottes de l'*insécurité économique*, de la *mobilité sociale descendante*, alors que tous les jours chez Emmanuel Macron et grand-mère Brigitte, les aristocrates festoient sans pudeur et sans gêne. Les cochons, – *pour parler d'un langage brelien* –, se goinfrent à la manière de Comus, se soûlent comme *Dionysos*, valsent sur les partitions de Chopin, se prennent pour *Luciano Pavarotti*, et imitent le rire de Fernandel dans « *Le chômeur de Clochemerle* ». On se croirait « *Sur le pont d'Avignon* ».



Seulement, le curé du film de Jean Boyer met en garde la classe possédante et prévaricatrice : « *Je vous le dis mes frères, avec les avares, Dieu sera pareillement avares de ses grâces et de ses faveurs. Vous n'obtiendrez pas pour rien une éternité de bonheur… C'est ici-bas qu'il faut y mettre le prix. C'est ici-bas qu'il faut songer à votre salut. Le ciel, c'est sur la terre qu'il faut le gagner. Offrez-vous le ciel selon vos moyens…* » Cependant, le catholicisme et les autres religions qui vendent leurs salades sur le « *paradis* » dans les chapelles éparses transformées en échoppes n'y croient pas eux-mêmes. Ils sont les bras d'aliénation des États impérialistes. Ils prêchent le salut des âmes. Pas le respect des *Droits et Libertés*. « *Rendez à César ce qui est à César.* » Quel bel exemple de soumission inconditionnelle et d'obéissance aveugle!

Les Français n'ont plus confiance en Macron

La situation d'appauvrissement des couches vulnérables des sociétés planétaires est finalement parvenue à allumer la mèche du mouvement insurrectionnel des *Gilets jaunes* que nous observons actuellement en France. Quand les chômeurs, les sans-abris, les retraités, les étudiants, les écoliers, les petits fonctionnaires, les employés, les ouvrières et ouvriers, les instituteurs, etc., se mettent debout et marchent, les présidents et les Premiers ministres de droite ou d'extrême droite tremblent. Ils Discourent gauchement. Bêtement. Et le peuple réplique d'une seule voix : « *Trop tard* ! » Et c'est vrai.

Le 15 novembre 2018, Macron parlait pour la galerie. Le clan des « *aristocrates* » auquel il appartient, est visiblement ébranlé. Leurs richesses matérielles sont menacées. Les copains richissimes du président exigeaient donc un « *discours d'apaisement* ». Pour déminer le terrain politique. Entraîner la dislocation du mouvement. Apprivoiser la colère du peuple. Dompter le lion rugissant. Et le forcer par la ruse à retourner dans la cage de sa misérabilité. Mais les *Gilets jaunes* n'en démordent pas. C'est aujourd'hui ou jamais qu'il faut renverser l'ordre de la dictature économique et financière mondiale. Et cela s'appelle pour eux une « *Révolution* ». Demain sera trop tard. Le mouvement sera déjà essoufflé. Ils le savent.

En France, comme en Haïti, les stratagèmes du pouvoir politique pour dérouter les revendications populaires échouent pitoyablement. Le peuple ne mord plus à l'hameçon des manœuvres dilatoires. Les discours officiels sont faibles. Sans substance. La fiction n'arrive pas à dépasser la réalité. Dans l'un ou l'autre des cas, les insurgés parlent des conditions socioéconomiques « *inimaginablement* » dégradantes, déplorables, humiliantes d'individus sans statut réel de citoyenneté.

Les arguties de l'impérialisme vieillissent. Le système d'exploitation qui assassine les pauvres se désénergise. Il ne tient plus la route. Les mêmes vieilles rengaines continuent de rebattre les oreilles du salariat : « *Pour garder les emplois, il faut maintenir le salaire minimum à son niveau le plus bas. Sinon, les entreprises fermeront leurs portes. Elles iront ailleurs. Des centaines de millions de gens basculeront dans le chômage. Ils plongeront plus profondément dans la pauvreté ou la misère.* » Une façon de dire que « *peu vaut mieux que rien* ». C'est toujours par ces mots que les États bourgeois arrivent à briser la solidarité syndicale et ouvrière. Ils règnent par la peur. N'est-ce pas triste d'écouter les pleurs d'un enfant qui meurt de faim? Certains parents se voient contraints de choisir douloureusement entre le « *peu* » et le « *rien* ». Car il faut nourrir la marmaille. Nous ne parlons même pas de « *bien nourrir* ».

Le peuple français évoque « Le temps des cerises »

Actuellement, il existe un appel aux armes à Paris pour forcer la démission d'Emanuel Macron. La France parle de refaire l'histoire. Et pour les mêmes raisons qui ont engendré 1789 et 1871. Des événements sanglants qui ont changé le cours de l'histoire de la société française. Le peuple a retrouvé « Le *temps des cerises* » de Jean-Baptiste Clément pour rendre hommage aux 6 morts et aux 865 blessés. Du temps de la « *Semaine Sanglante* », les victimes des troupes versaillaises arrivées à Paris le 21 mai 1871 pour exterminer les communards étaient au nombre de 30 000 fusillés. Les cadavres s'empilaient dans les rues de Paris. Les artisans de la *Commune* vendirent chèrement leur peau. Ils sont morts en braves, en défendant leur « *Rêve* » et leur « *Vérité* ». Seulement, on ne peut pas assassiner un « *Rêve commun* ». Surtout lorsqu'il traduit l'espoir et la détermination du peuple. Tout ce que le *républicanisme bourgeois* peut faire, c'est de le retarder. De repousser l'échéance de son éclosion. C'est vrai que *Le temps des cerises*, le *Rêve de 1986* porté par les Haïtiens, n'ont semblé avoir que la durée d'un cillement, mais un jour ils reviendront en force et mieux organisés. Et ce jour-là, les *89 000 gendarmes* de Macron, les *policiers assassins* de l'inculpé Jovenel Moïse, qui ont perpétré le massacre répugnant de *La Saline*, seront écrasés et emportés par la colère populaire. Le *rêve* n'est pas forcément l'expression d'une *utopie*. Il peut aussi incarner l'incontournabilité et l'irréversibilité d'une *prophétie historique*.

« Mais il est bien court, le temps des cerises
Où l'on s'en va deux cueillir en rêvant
Des pendants d'oreilles…
Cerises d'amour aux robes pareilles,
Tombant sous la feuille en gouttes de sang…
Mais il est bien court, le temps des cerises,
Pendants de corail qu'on cueille en rêvant. »

Les 5 semaines de résistance et d'émeutes dans les rues de la capitale et des autres villes françaises ont causé des dégâts matériels et des pertes considérables. 3 *Gilets jaunes* ont eu la main arrachée par des grenades lacrymogènes de type GLI-F4. Au moins 4 personnes ont perdu un œil. La préfecture de police de Paris a avoué avoir utilisé en un seul jour environ 5 000 grenades pour repousser les insurgés dans le 8ème arrondissement. Les lycéens se mêlent aussi de la partie. Ils ont profité de l'atmosphère sociopolitique créée par les *Gilets jaunes* pour présenter aux autorités gouvernementales leurs cahiers de doléances.

Les écoliers dénoncent l'état de délabrement des établissements scolaires, le manque d'enseignants, les mauvaises conditions de travail, les salles de classe surchargées, la cherté des études supérieures, etc. À Mantes-la-Jolie, 150 d'entre eux ont subi des mauvais traitements de la part des gendarmes. Ils ont été contraints de se mettre à genoux. Les parents et les sympathisants de la cause des lycéens crient à l'humiliation et à l'injustice policière. Les jeunes Français ont le droit de lutter pour leur avenir dans ce pays de façade où la pauvreté dépasse la Tour Eiffel en hauteur, et la Seine en longueur.

« *Les fraudes fiscales totalisent 100 milliards de dollars par* an », explique un *Gilet jaune* à un reporter de la *Chaîne 24*. La pauvreté extrême touche 9 millions d'individus sur une population de 67,2 millions d'habitants.

Le samedi 8 décembre 2018, près de 90 000 policiers ont été déployés sur toute la France pour protéger Emmanuel Macron, les résidences, les commerces et les voitures luxueuses des bourgeois. 31 000 *Gilets jaunes* ont confirmé leur ras-le-bol du système néolibéral. Ce samedi 15 décembre 2018, ils étaient encore fidèles au rendez-vous de rassemblement contre les crimes du « *Capital* ». Le peuple réclame et exige le *rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune*. La classe moyenne est fatiguée d'être taxée abusivement par un gouvernement qui défend les intérêts des riches. Aux États-Unis, Au Canada, en Allemagne, la situation des prolétaires ne diffère pas. Il faut entrevoir dans l'insurrection des *Gilets jaunes* le début d'un *chambardement social*, *politique*, économique et *financier* à l'échelle universelle. Le même diagnostic exige la même médication.

La France découvre sa « *nudité ignoble* » sur la place publique. N'est-ce pas une honte pour ce pays qui a assassiné Mouammar Kadhafi sous prétexte que celui-ci maltraitait son peuple? En matière de respect des droits humains, la 5ème République de Charles de Gaulle n'a aucune leçon à donner aux pays des régions périphériques. Quelle démocratie! Si Haïti et l'Afrique n'existaient pas, comment vivraient en ce XXIème siècle les descendants de Napoléon Bonaparte? Jusqu'à présent, les richesses de l'Afrique sont détournées vers l'Europe. La France, les États-Unis, le Canada, ne l'avons-nous pas toujours écrit, c'est une « *démocratie* » de façade – *s'il faut ainsi appeler cette chose* – qui cache une *forêt de mal vivre*. Pour ne pas reprendre le mot *pauvreté*.

L'Élysée ne remboursera pas les *22 milliards de dollars* qu'il a extorqués, volé aux Haïtiens dans les conditions abusives dénoncées par un groupe d'intellectuels probes de la planète. Parmi lesquels, l'écrivain Noam Chomsky. Nous comprenons encore mieux pourquoi les gouvernements français ont juré les uns après les autres de réduire la Nation haïtienne à la dimension d'une tribu indienne installée de force sur un petit territoire de l'Amérique Nord. La France nourrit donc le regret perpétuel d'avoir perdu une colonie prospère. Et la honte d'avoir été vaincue par une poignée d'esclaves analphabètes. Certes. Mais ingénieux.

La France vit au-dessus de ses moyens

La télévision parisienne a montré une mère qui dépense 30 euros par semaine (*120 euros par mois*) pour garder en vie son époux et ses 2 enfants. En résolvant l'équation mathématique, nous obtiendrons une moyenne de *4 dollars par jour*. Donc *1 dollar par individu*. Les journalistes impérialistes soulignent fréquemment le cas des marginalisés du Sud qui tentent de survivre avec *1 dollar par jour*. Alors que cette situation de misérabilité prévaut également dans les grands pays occidentaux. Ils ont toujours refusé de voir « *la poutre que leurs citoyens ont dans l'œil* ». À la lumière de l'insurrection des *Gilets jaunes*, les habitants de la planète ont unanimement constaté que la misère n'est pas que rouge, noire et jaune. Elle est même très blanche.

En dépit de toutes ces considérations, nous sommes solidaires du combat de tous les peuples qui veulent sortir de la *précarité économique*, de la *dictature politique*, de l'*aliénation sociale*. La *résistance farouche* des *Gilets jaunes* contre

suite à la page(18)

Suite de la page (7)

personnels et familiaux. Prisonniers de la routine, nous avons choisi de survivre médiocrement au lieu de tenter de vivre dignement. Nous nous sommes barricadés derrière des murs déshumanisants en fermant les yeux sur l'indigence et les ferments du chaos qu'elle traine toujours dans son sillage.

L'urgence d'un projet collectif

Aujourd'hui, il semble qu'une désintégration sociale certaine nous attend au détour de cette réalité que nous avons laissé germer et fleurir. Peut-être qu'il lui manque encore le support idéologique pour en faire un outil de propagande terrifiante dans une perspective de talibanisation, mais elle ne reste pas moins dangereuse et explosive. Ces vidéos qui circulent et qui montrent des chefs de guerre des quartiers populaires s'entretuer, dans des règlements de compte étatiquement programmés, sous nos regards indifférents, ne sont aucunement réjouissantes et apaisantes. Car, quand ces caïds des cités dévastées et déshumanisées par la misère auront fini de s'entretuer, ils se seront aguerris par l'expérience et, ivres de victoire, ils partiront à la conquête de nouveaux territoires. Et ce sera nous, par proximité sociale, leur prochaine cible et peut être leurs prochaines victimes. Sachant qu'entre grande partie ceux et celles qui les alimentent en armes et les laissent croitre pour fructifier leur business ne sont qu'en transit sur le territoire.

La certitude de notre vulnérabilité rend de plus en plus évidente notre culpabilité commune sans pour autant attester de notre responsabilité partagée. Objectivement, cette délinquance des rues qui impose sa loi est dans le prolongement de la délinquance institutionnelle que nous avons légalisée ou avec laquelle nous avons développé des accointances politiques, économiques ou sociales. Cette délinquance n'est entretenue que parce que certains en profitent et que d'autres s'en détournent sans pour autant oser la combattre énergiquement. Aujourd'hui, l'urgence nous commande



Jovenel Moise en train de lancer le Programme «Kredi atè plat ». Une réalité qui dépouille le peuple de sa dignité en le maintenant « Plat atè »

de nous défaire de nos impostures pour assumer notre destin de peuple. Car, il n'y a aucune dignité de continuer de vivre de l'assistance internationale. Il n'y a aucune fierté à accéder à un semblant de dignité seulement en acceptant de devenir des citoyens de seconde zone dans un autre ailleurs où l'on est fichés comme éternels réfugiés humanitaires ou économiques. Il est temps d'initier les démarches citoyennes afin de sortir le pays de cette trajectoire obscure qui enfume tout ; jusqu'aux succès les plus méritoires et les plus durement acquis, s'il en existe.

Osons construire les alliances stratégiques pour réaliser une nouvelle unité historique contre les ennemis du peuple haïtien. Que les classes moyennes mettent leur savoir à contribution des classes populaires, dans un rôle d'avant-garde, pour aiguiller leur lutte en l'orientant vers un projet national. Tout porte à croire que c'est parce qu'il nous manque un projet collectif, capable de nous rassembler par-delà nos différences, que les monstres hideux qui nous habitent prennent toujours le dessus et nous emmènent du côté obscur de nos faiblesses et de nos laideurs. Tout porte à croire que c'est parce que nous préférons les certitudes aliénantes aux incertitudes structurantes que nous avons désappris à être dignes pour nous contenter de vivre dans une fausse tranquillité. En refusant le courage d'assumer les divergences structurantes, nous avons semé les graines de la facilité, come d'une mauvaise herbe qui colonise la pensée et l'atrophie par des raccourcis étouffant tout signe d'intelligence et de dignité.

Non, il n'y a pas d'intelligence dans la résilience vis-à-vis de l'indigence. La seule attitude digne et intelligente face à la misère est de la refuser et de la combattre. Il ne peut être qu'un imposteur ou un escroc celui qui vous dit de pactiser avec la médiocrité au nom de la tranquillité. Il ne peut être qu'un vendu ou un mercenaire celui qui vous dit qu'il faut une alternative claire pour initier le changement ; car, sinon, ce sera le chaos. Le chaos est déjà là. Nous ne faisons que l'ignorer en nous accommodant chaque jour un peu plus de l'indigence. Alors, il est temps d'apprendre au peuple à être acteur de son chaos plutôt de l'encourager à subir le chaos que ses ennemis lui imposent pour leur succès. Dans le premier cas, il cherchera sa voie et apprendra de ses échecs. Dans le second cas, il désapprend et reste le cobaye du système d'exploitation qui vit de son indigence. Alors chaos contre chaos, choisissons celui qui nous rendra notre dignité et notre humanité par la lutte et la résistance à la bêtise. Apprenons au peuple à être maître de son destin, rendons-lui sa dignité.

Erno Renoncourt

Suite de la page (12)

moyennes, qui rumine la haine depuis tant d'années. L'extrême droite, qui comme toujours provient des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, a réussi ce coup de force de faire sienne sa haine et son ressentiment aux travailleurs sa haine pour donner une base populaire à son projet réactionnaire.

La phrase marxiste citée ci-dessus est la clé du problème: ils ne pouvaient pas se représenter eux-mêmes, ils devaient être représentés. L'impossibilité de pouvoir se représenter en tant que classe les a conduit à chercher l'unité en dehors d'eux-mêmes, dans un contexte de crise et d'intensification de la lutte de classe, dans une figure salvatrice, supposément supérieure aux intérêts de la lutte, recouvrant et personnifiant l'image abstraite de Nation et d'Ordre: Louis Napoléon Bonaparte en France, Getúlio Vargas dans les années 1930, Perón en Argentine, ou dans d'autres situations plus aiguës dans lesquelles d'autres déterminants ont joué, Mussolini en Italie, Hitler en Allemagne… Plus récemment, Trump aux États-Unis, et maintenant Bolsonaro au Brésil.

La guerre, comme la lutte des classes, n'est pas rationnelle. Comme le disait Weber, il s'agit d'une manipulation de passions irrationnelles à des fins calculées rationnellement. Machado de Assis, dans son magistral Quincas Borba, donnait l'exemple d'une dispute entre deux tribus pour un champ de pommes de terre qui ne pouvait pas être divisé, car s'il l'était, les des deux camps finirait par mourir de faim. Pour cette raison, concluait l'auteur, il est compréhensible que des personnes censées célèbrent une victoire qui a coûté l'assassinat de leurs adversaires, « pour le motif que l'homme ne célèbre et n'aime que ce qui lui est agréable ou avantageux, et pour la raison rationnelle que personne canonise une action qui la détruit virtuellement. Pour le vaincu, la haine ou la compassion; pour le gagnant, les pommes de terre. »

Dans ce triste contexte, je ne crois pas à la compassion. Ceux qui ont gagné les élections furent bien les pommes de terre.

* membre du Comité Central du Parti communiste brésilien (PCB)

Notes

1 Cabo Daciolo, une curiosité de ces élections.

2 La Bolsa famililа est une aide financière à destination des plus pauvres.

Traduction MR pour Solidarité Internationale

Solidarité Internationale 12 Décembre 2018

Suite de la page (9)

and forced 1.5 million citizens to live in tent camps for displaced people.

They were also present in October 2010 when cholera struck, a disease introduced by Nepalese soldiers from the United Nations Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH). The ensuing epidemic has so far claimed about 10,000 lives.

Evelio Betancourt, general coordinator of the Cuban Medical Brigade, told Prensa Latina that these two decades have meant a great deal to the two nations, adding that "history united us a little late in the sense of medical collaboration," but the contributions made in the area of health are invaluable.

For Haitian Dr. Patrick Delci, who graduated as a physician in Cuba, the impact is something extraordinary, something palpable, "and one of the best things that collaboration has done is that while they are giving us their support, and leaving their homes, they are training us at the same time."

So far, about 1,059 health professionals from Haiti have completed their studies in Cuba. After graduating, they join the more than 600 collaborators that render their services in Haiti's ten departments, in 51 medical positions and 21 community hospitals.

Suite de la page (9) Dominican Republic Deports Over...

experts, should grow after the Dominican government's refusal to sign the Global Compact for Migration, a non-binding document that seeks to improve management of migratory flows, including measures against trafficking in persons and the separation of families.

According to Santo Domingo, accepting the Compact would require commitments by the State that could undermine its ability to enforce its migration norms and effectively implement the policies that compliance with those standards requires.

The situation could also affect the more than 239,000 Haitians living in the Dominican Republic who could not complete their documentation for the country's new Foreign Regularization Plan.

Several human rights and returnee aid organizations urge both the Haitian and Dominican governments to establish a binational dialogue to resolve the migration crisis.

Suite de la page (5)

(médical) sont inutiles. De toute façon *l'ur genteux* paie quand même un *craze*. Alors, pensez donc aux maladies liées à la pauvreté, à la mendicité, à la ***malsité***, et vous verrez comment dans ce coin nord-américain nous sommes bien chanceux, les mieux lotis bien sûr.

Pensez-y, le SIDA, la malaria, et la tuberculose sont responsables de près de 10% de la mortalité globale dans le monde et sévissent principalement dans les pays les moins développés. Pas moins d'un milliard d'habitants des pays tropicaux souffrent de maladies débilitantes liées à la pauvreté, mais beaucoup ne reçoivent aucun soin par la faute du système socio-économique en cours, autant dire le système capitaliste, rapace, vorace, *vautourace, requinace*, « faute de moyens et de volonté politique », a souligné Jai Natan, directeur du département des maladies contagieuses pour l'Asie du Sud-Est auprès de l'OMS. Bravo, *nèg pa m !*

Les maladies infectieuses sont une des premières causes de mortalité dans le monde. Beaucoup de décès pourraient être évités par la vaccination contre la tuberculose ou les hépatites par exemple. Toutes les 30 secondes un enfant meurt du paludisme dans le monde. Au moins 500 millions de personnes par an contractent cette maladie et un million en meurent ; 90% de ceux qui en meurent vivent en Afrique où le paludisme est à l'origine d'environ un décès d'enfant sur cinq.

La maladie contribue beaucoup chez les enfants à l'anémie, cause importante de retard de croissance et de développement. Alors, nous autres qui vivons sous des cieux plus cléments, jouissant de conditions de vie mille fois plus décentes que dans nos pays d'origine, pensons un peu à ceux-là moins bien lotis et qui gémissent sous le poids de ***malsités***, de la faim, de l'insalubrité, du chômage, des maladies, du *sans-logisme*, de la misère.

Cette semaine, je n'ai pas voulu faire de politique *pwès*. J'ai préféré mettre un peu d'eau (sucrée) dans mon vin (salé) de dénonciation sans merci des *politichiens* véreux, baveux, limoneux, calamiteux, pouilleux, tuberculeux, scrofuleux, juste pour attirer l'attention des plus chanceux que nous sommes, qui vivons dans les pays « développés » et sommes relativement bien pourvus. Pensons à tous les autres, aux millions d'autres qui sont dans le malheur et le désespoir.

Alors, pour conclure, et pour emprunter à la mémoire de ma grand-mère paternelle : *«fè enpe, kite enpe »*. N'en faites pas trop, n'en prenez pas trop, laissez-en un peu aux autres. La vieille aurait sûrement dit aussi : faisons en sorte de contribuer à changer ce système *humanicide*, pacifiquement oui, mais par la violence s'il le faut. Et comme *se fè ki koupe fè*, c'est la violence organisée des opprimés, des oubliés, des piétinés, des marginalisés, des écrasés qui aura raison de la violence du système générateur de pauvreté, **de *malsité***, de maladies, de mort, d**e** deuil. *Delenda Carthago*!

18 décembre 2018

La mort de Jackeline Caal, 7 ans: victime de la guerre de Trump contre les immigrés !

Par Patrick Martin

Jackeline Caal, sept ans, est décédée la semaine dernière, détenue par l'US Customs and Border Protection (CBP), a admis cette agence jeudi. La mort de l'enfant est une conséquence directe de la répression brutale des migrants par l'administration Trump, qui s'est intensifiée au point que de tels décès ne peuvent être considérés comme des accidents. Ils sont le résultat inévitable et délibéré de politiques choisies pour maximiser les souffrances et les privations des réfugiés demandeurs d'asile aux États-Unis.

Caal et son père faisaient partie d'un groupe de plus de 160 migrants guatémaltèques qui ont traversé la frontière entre les États-Unis et le Mexique dans la nuit du 6 décembre, cherchant refuge contre la violence et l'oppression endémiques dans leur pays natal. Ils se sont rendus aux agents de l'immigration au poste frontière d'Antelope Wells, au Nouveau-Mexique.

Le père de Caal, Nery, a dit à CBP qu'elle était malade et vomissait, mais il n'y avait pas de personnel médical sur place. Les migrants détenus ont été entassés dans deux autobus et emmenés à 90 minutes de route vers le nord, jusqu'à une installation du CBP à Lordsburg, au Nouveau-Mexique.

Une fois à Lordsburg, selon le DHS (Department of Homeland Security), ses agents ont séparé Caal de son père sous prétexte qu'il n'avait pas de documents prouvant qu'ils étaient parents. Cela fait partie du régime délibérément cruel maintenu le long de la frontière, qui vise à intimider les réfugiés avec la menace que leurs enfants leur seront enlevés et jamais rendus.

Après la séparation, Caal a commencé à avoir des crises. Le personnel de l'équipe médicale d'urgence locale a été appelé et a dû réanimer à deux reprises l'enfant qui avait cessé de respirer. Ils ont découvert qu'elle avait une température de 41 degrés. Ils l'ont fait transporter par avion jusqu'à un hôpital d'El Paso, au Texas, à environ 250 km de là. Elle y a été soignée pour déshydratation sévère et manque de nourriture, mais elle est décédée dans l'unité de soins intensifs moins de 24 heures plus tard. Son père Nery avait été conduit à l'hôpital et était là quand elle est morte.

La chaîne des circonstances est ici accablante. Les réfugiés ont été contraints de faire le dangereux voyage à travers le désert de Sonora parce que le gouvernement américain refusait de leur laisser faire une demande d'asile à des postes frontaliers bien fréquentés, retardant délibérément le traitement de leurs demandes pendant des semaines, voire des mois.

L'installation du CBP à Antelope Wells n'avait pas de personnel médical et n'était absolument pas adaptée à l'accueil de réfugiés en groupes familiaux. Lors d'une audition devant le Congrès mardi, le commissaire du CBP, Kevin McAleenan, a déclaré que les postes avaient été construits il y a de nombreuses années pour accueillir des hommes en âge de travailler non accompagnés, généralement en bonne condition physique, qui traversaient la frontière.

En novembre, cependant, 25000 immigrants ont franchi la frontière entre les États-Unis et le Mexique en groupes familiaux, dont 5200 enfants sans tuteur, a-t-il dit. « Notre infrastructure est incompatible avec cette réalité », a admis McAleenan. « Nos postes de patrouille frontaliers et nos points d'entrée ont été construits pour accueillir surtout des hommes adultes célibataires en détention. Pas des familles ou des enfants."

Une fois que le CBP eut placé le groupe guatémaltèque en détention, il a d'abord ignoré l'inquiétude du père pour sa petite fille, puis l'a délibérément séparé d'elle, affirmant qu'il n'avait pas de preuve de paternité. Ce n'est que lorsque la jeune fille a cessé de respirer que les services d'urgence ont été appelés. Mais il s'est avéré qu'il était trop tard. Il n'est pas clair si le CBP a fourni de l'eau ou de la nourriture aux réfugiés après qu'ils se furent rendus.

Lorsque la nouvelle de cette mort horrible a été rapportée pour la première fois jeudi soir, l'administration Trump s'est immédiatement employée à limiter les dégâts, blâmant la famille de l'enfant. Vendredi matin, dans le cadre de l'émission préférée de Trump, Fox & Friends, la secrétaire du DHS, Kirstjen Nielsen, a déclaré: « Cette famille a choisi de traverser illégalement. »

« Ce qui s'est passé là », poursuivit-elle, « c'est qu'ils étaient à environ 145km de l'endroit où nous pouvions les traiter. Ils étaient tellement nombreux qu'il a fallu deux ou trois fois à nos gardes-frontières pour les accueillir tous. » La secrétaire du DHS conclut en profitant de la tragédie pour dissuader les futurs passages frontaliers. « Je ne peux pas insister assez sur combien ce voyage est dangereux quand les migrants choisissent de venir ici illégalement. »

La Maison-Blanche a adopté la même approche, de façon plus grossière encore. « L'administration est-elle la responsable d'un parent qui emmène un enfant faire un trajet à travers le Mexique pour se rendre dans ce pays ? Non », a déclaré l'attaché de presse adjoint Hogan Gidley vendredi matin, également sur Fox News.

Ni le secrétaire du DHS ni la Maison Blanche n'ont évoqué le fait incontesté que Jackeline Caal est morte non pas dans le désert mais détenue par le DHS. Le CBP et le DHS ont d'abord refusé de divulguer le nom de la jeune victime, la décrivant uniquement comme une « jeune détenue » dans la déclaration annonçant son décès. Seul le ministère des Affaires étrangères du Guatemala a fourni le nom de la jeune fille et de son père de 29 ans, ajoutant qu'ils venaient de Raxruha dans le département d'Alta Verapaz au nord du Guatemala.

La langue maternelle du père est une langue indienne maya, il n'a qu'une maîtrise limitée de l'espagnol, sa seconde langue, et ne parle pas du tout l'anglais. Il a été interrogé en espagnol par des agents de la police des frontières et a rempli un questionnaire de santé en anglais, sous leur direction. La mort de Jackeline Caal a provoqué un flot de déclarations hypocrites de la part des politiciens du Parti démocrate. « Il n'y a pas de mots pour décrire l'horreur d'une fillette de sept ans qui meurt de déshydratation sous la garde des États-Unis », a déclaré Hillary Clinton sur Twitter vendredi matin. « Ce qui se passe à nos frontières est une crise humanitaire. »

Clinton faisait partie de l'administration Obama qui a déporté plus d'immigrants que tous les gouvernements précédents de l'histoire américaine, a mobilisé des troupes à la frontière comme Trump, si ce n'est à une échelle légèrement inférieure, et a commencé la détention massive de familles de réfugiés d'Amérique centrale, que Trump a virtuellement transformé en une guerre contre de supposés « envahisseurs » des États-Unis. De plus, en tant que secrétaire d'État, Clinton est directement responsable du coup d'État militaire soutenu par les États-Unis au Honduras en 2009, qui a marqué un tournant dans la montée de la répression de masse et de la violence, le moteur de la migration massive vers le nord depuis ce pays.

Le chef démocrate de la Commission judiciaire de la Chambre des représentants, Jerrold Nadler, a écrit sur Twitter que la secrétaire du DHS, Nielsen, devait comparaître devant la Commission la semaine prochaine, « et nous allons exiger des réponses immédiates à cette tragédie ». Nadler est apparu dans plusieurs émissions de télévision dimanche évoquant la perspective de destituer Trump sur les violations du financement de sa campagne ou sur l'enquête sur la Russie, et n'a rien dit du tout sur la persécution des immigrants par l'administration.

Beto O'Rourke, député démocrate d'El Paso, où Jackeline Caal est décédée, a tweeté, « Je suis profondément attristé par la mort de


Jakelin Amei Rosmery Caal Maquin

cette jeune fille », ajoutant, « Il faut qu'il y ait une enquête complète et que ses résultats soient partagés avec le Congrès et le public ». O'Rourke, qui a perdu au Texas l'élection au Sénat contre le député sortant Ted Cruz, envisage maintenant une candidature présidentielle.

Le député de San Antonio, Joaquín Castro, le nouveau président du Groupe hispanique du Congrès (CHC), envisage également une campagne présidentielle en 2020. Il a déclaré dans un communiqué: « Il s'agit d'une crise humanitaire et nous avons l'obligation morale de veiller à ce que ces familles vulnérables puissent demander l'asile à nos frontières en toute sécurité, ce qui est la loi en vertu du droit international et de l'immigration ».

Un troisième candidat potentiel à la présidence démocrate pour 2020, le sénateur Jeff Merkley, de l'Oregon, a dénoncé la mort de Jackeline Caal comme étant « tragique et horrible », mais a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve de faute de la part des agents de la police des frontières. « J'espère qu'elle a reçu des soins immédiats et qu'elle a reçu de l'eau à la frontière comme cela devrait être le cas pour tous, a-t-il dit, sans fournir aucune preuve que cela ait été le cas. La déclaration la plus émotive d'un démocrate est venue de la représentante de la Californie, Lucille Roybal-Allard, qui dirigera la sous-commission des crédits pour la sécurité intérieure en janvier. Elle a tweeté qu'elle était « horrifiée, navrée et furieuse » ajoutant, « C'est un autre exemple de la façon dont l'Administration Trump n'accorde aucune valeur à la vie et à la dignité de nos frères et sœurs migrants ».

Tous ces députés et sénateurs démocrates, cependant, étaient des partisans de l'administration Obama pendant la période où elle a maintenu la politique anti-immigrés la plus répressive de l'histoire américaine, jusqu'à Trump. En outre, les députés démocrates viennent de réélire Nancy Pelosi à leur tête, après quoi elle s'est rendue à la Maison-Blanche avec Charles Schumer, chef de file de la minorité au Sénat, pour discuter avec Trump du mur frontalier, promettant son soutien à une « sécurité frontalière » accrue au coût d'au moins 1,3 milliard de dollars.

En d'autres termes, les démocrates sont heureux d'attaquer Trump après une tragédie comme la mort de Jackeline Caal, mais ils soutiennent pleinement les mécanismes de répression à la frontière qui rendent ces morts inévitables, tant qu'ils ne prennent pas la forme d'un mur en béton allant du Pacifique au Golfe du Mexique.

Vendredi, l'agence américaine ICE (Immigrations and Customs Enforcement) a en outre annoncé qu'elle avait arrêté plus d'immigrants sans papiers au cours de l'année fiscale qui s'est terminée le 30 septembre 2018, que pour toute autre année depuis 2014. Un total de 158 851 personnes, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2017. Les arrestations d'immigrants sans antécédents criminels par l'ICE ont bondi de près d'un tiers, pour atteindre 20464. Les « antécédents criminels » peuvent se résumer à une simple arrestation pour conduite en état d'ébriété ou possession de drogue mineure, ou à un retour aux États-Unis après avoir été expulsé une fois.

Si ces chiffres montrent qu'au cours du premier exercice entièrement sous l'administration Trump, la persécution des migrants a augmenté de manière significative, ils montrent également que Trump a toujours du retard par rapport aux pires années sous Obama, que les groupes de défense des droits des migrants qualifiaient de « déporteur en chef ».

Wsws 15 décembre 2018

Suite de la page (15)

Macron et le clan des bourgeois devient une *cause universelle*. Tous les *prolétaires* ont le *devoir* et la *responsabilité* de s'unir contre le « *Capital* ». Le « *Capital* » est notre ennemi commun. Il faut l'abattre. Le détruire dans ses racines, afin qu'il ne puisse repousser nulle part. Le *peuple français* est notre allié dans le combat que les misérables de la terre entreprennent au nom de la « Justice » et de la « Liberté ».

Nous avons rappelé dans l'ouvrage « ***Les Tigres sont encore lâchés*** » parus en 2017 que la France reste et demeure un pays fragile à tous les points de vue. Les salaires sont relativement bas. Les habitants modestes de Paris se coincent dans des appartements qui ressemblent à des nids de colibris. Nous avons rapporté : « *La fondation Abbé Pierre a révélé en 2015 que le nombre des personnes mal logées en France,... atteignait le seuil critique de 10 millions. Il faut tirer du lot des désespérés et abandonnés environ 4 millions de SDF (Sans domicile fixe), dont 30 000 enfants. En hiver, la plupart des misérables dorment dans les conduits souterrains qui abritent les tuyaux de chauffage de Paris ou d'autres villes importantes* [2]. »

La brutalité de la police française le 8 novembre 2018 face aux insurgés qui manifestaient dans le 8ème Arrondissement est une autre preuve du mépris de la classe possédante à l'égard des démunis. Nous faisons partie des *analystes sociopolitiques* qui pensent que la pratique des « *marches pacifiques* » ne viendra pas régler les notes de la pauvreté dans les bidonvilles et les favelas. L'ennemi est puissant. Bien armé. Nous avons entendu les *Gilets jaunes* supplier des policiers de se ranger du côté du peuple. Ils reconnaissent leur impuissance et leurs limites. Arrive le moment, dans les épisodes des affrontements entre l'État bourgeois et les prolétaires, où **il faut armer le peuple**. Cela fait aussi partie d'une **exigence légitime de la Démocratie**. Même dans le monde du Farwest, il existait des lois. Le combat doit être mené de façon proportionnelle. À arme égale. Qui oserait affirmer le contraire? Gandhi est disparu avec des morts innocents sur la conscience. Mais pas Lénine, Trotski, Fidel, Allende, Guevara, Chavez, Malcom X... Que faut-il faire devant un *gouvernement sauvage* qui n'hésite pas à utiliser tous les bras violents et répressifs en sa disposition pour maintenir les citoyens vulnérables sous la domination du « Capital »? Nelson Mandela s'était assurément posé la question avant d'en être arrivé à la lutte armée pour libérer l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Vous avez tous vu comme nous à la télévision, sur les réseaux sociaux, des jeunes femmes maltraitées, tirées par les cheveux, trainées à moitié dévêtues sur l'asphalte noir par une police bestialisée et domestiquée. Entièrement au service de l'État bourgeois dirigé par Emmanuel Macron. Leurs cris d'impuissance et de frustrations nous fendaient le cœur. Le sang coulait sur la tête des *Gilets jaunes*. Un homme dans la trentaine déclare au micro d'un journaliste : « *Je ne le fais pas pour moi, mais pour mes enfants* ». Dans quelle mesure Macron pourra-t-il continuer à diriger les Français après tout ce qui s'est passé le 8 décembre 2018? Les revendications des *Gilets jaunes* finiront peut-être par contaminer les *territoires d'outre-mer*, où l'on observe une germination lente et timide d'un *mouvement d'indépendance et de souveraineté*.

L'insurrection fait tâche d'huile

Le concept des *Gilets jaunes* gagne petit à petit toutes les capitales de l'Europe. Un député du Parlement serbe a enfilé son gilet jaune en pleine séance pour exiger la baisse du prix du carburant. Les Belges se plaignent de payer trop de taxes sur des revenus déjà insignifiants dans le contexte de l'augmentation du coût de la vie. Le 30 novembre 2018, ils ont enflammé Bruxelles. Des véhicules sont incendiés. La police est intervenue brutalement et a procédé à une centaine d'arrestations. Le cas de la Grèce est évoqué par les manifestants pour raviver les flammes de la rébellion contre les États gourmands et avares. Ils prennent. Mais ne redistribuent pas. Le Pays-Bas n'est pas en reste de la révolte et de la colère qui mijotent dans la marmite des insurgés français, et qui rappellent les bouleversements sociopolitiques de *Mai 68* enclenchés par les étudiants et appuyés largement par les ouvriers, ainsi que par d'autres secteurs de la population. Les grévistes dénonçaient le capitalisme, l'impérialisme étatsunien, etc.

En France comme en Haïti

Depuis plusieurs mois, les yeux sont rivés sur le pourrissement du climat sociétal au pays séquestré par le *Core Group* et les « *médiocrates* » du *Parti haïtien des Tèt kale*. Comme la France des *Gilets jaunes*, la République d'Haïti crache le feu de la rébellion, l'Insoumission et la désobéissance civile. Le carrosse d'une révolution – *qui n'est pas encore définie rationnellement* – semble en marche. Les Français et les Haïtiens nagent dans le même étang d'incertitude. Seulement, comme le dit le troubadour haïtien Daniel Rodriguez : « *La dame est **grosse*** ». Elle l'est de l'***injustice sociale***, de la ***famine***, du ***chômage***, de la ***paupérisation***, de la ***corruption***, du ***banditisme***, du ***népotisme***, de l'***incompétence***, etc. Elle doit accoucher d'une façon ou d'une autre. Et, à ce sujet, il y a trois possibilités : l'***avortement***, la ***couche normale*** et la ***césarienne***.

Robert Lodimus

Références

[1] Le massacre de Sabra et Chatila à Beyrouth Ouest, du 16 au 18 septembre 1982, a fait au moins 800 morts.

[2] Meeting de Jean-Luc Mélenchon à Toulouse, le 5 avril 2012.

[3] Robert Lodimus, *Les Tigres sont encore lâchés*, page 218.

« Pleins Feux Sur » : Almando Keslin (P-au-P, 1949- Item, 2015)

Par Ed Rainer Sainvill

« Un expert de la mesure »

Un autre qui s'est abreuvé à toutes les sauces percussives du terroir. Pour avoir grandi dans une atmosphère fleurie de rythme sous les vestibules familiaux où il a approfondi en compagnie de ses frères ses talents de percuteur inassouvi. Ce qui l'a emmené à de multiples randonnées bacchanales, dans des musiques expérimentales et des" stints ''passagers. Jusqu'à son émergence remarquée au sein du « Bossa Combo » du début de l'ère ***mini***, à coté de Jean-Jean Pierre. Pour constituer un tandem de percussionnistes inspirés, alternant entre batteur et timbalero dans le plus complet ''banc-arrière" de cette filiation. A ce tournant, Almando s'est établi en percuteur virtuose et expert de la mesure, avec un flair impeccable dans l'orientation du rythme et des intervalles pour porter l'orchestre à coup de baguettes. En plus d'une versatilité lui ayant permis d'être aussi suffisant comme batteur et joueur de timbales.

Sa renommée allant en grandissant, il est pourtant mis à la porte au « Bossa Combo » où les purges étaient courantes. Pour ensuite prendre son art à un niveau supplémentaire avec le groupe « Zotobre » de Serge Rosenthal où il côtoyé le légendaire Wébert Sicot dans une musique qui voulait revaloriser la ***méringue*** traditionnelle, mise à l'écart par tant de sonorités ambiantes. Faisant encore montre de ses ébauchements et de ses ponctuations. Toujours en percussionniste pur teint. Cette expérience n'ayant pas fait boule de neige, il atterrit au sein du groupe « Shooblack » du Bel-Air, dans une approche subtile faite d'équilibre et d'exactitude. Remis sous les feux de la rampe, il est repéré par un « Difficiles » en fin de cycle, lequel se renomme « DP Express », dans la clameur des synthés tonitruants et des cuivres extasiés dont se voulait la génération post-***mini-jazz***.

A ce tournant, il est en possession de toutes ses sensations, encore vif, percutant et maitre de la vélocité, dans un style imprégné de tacts et de tics, débouchant sur une frappe caractéristique. Entre temps, il devient le batteur attitré du plus célèbre chansonnier du terroir, en l'occurrence Ansy Dérose avec lequel il a mis en exergue sa connaissance de la musique orchestrale ainsi que sa maitrise dans les ballades. Avec le « DP Express », il s'est bien métamorphosé dans un ***konpa*** compassé, spécialement après l'arrivée de "'Ti Manno", en appliquant l'art des dosages et les cymbales florissantes, comme des gardes fous dans la jugulation du rythme et de la mesure. Pas étonnant que l'album:***" David ''*** demeure un joyau au palmarès du ***konpa.*** Toujours en oiseau migrateur, au début des années 1980, il laisse le « DP » pour rallier « Les Frères Déjean », dans une collaboration productive qui a donné lieu à quelques albums. A travers lesquels il donne toute la mesure d'une trajectoire acquise, et du savoir-faire d'un batteur au sommet de son art.



Almando Keslin

Eventuellement, il finit par fonder son propre groupe « Omni Band », à la tête duquel il s'installe en maestro, compositeur et batteur impénitent avec ses coups de baguettes directifs et ses démarches élaboratrices. Continuant encore dans d'autres créations à répandre sa philosophie et ses vibrations tonales. Tout en demeurant très demandé, comme requin de studio pour venir assortir son tempo adaptatif dans les œuvres d'autrui. Il a aussi voué un grand culte à son collègue du « DP », l'inoubliable."Timanno" dont il a soutenu toutes les revendications. Jusqu'à laisser l'ensemble après le départ ce dernier. Et auquel il a dédié un hymne dans un album de « L'Omni ». Autant qu'il a milité à travers les medias et autres instances concernées pour qu'il y ait une célébration annuelle au cours du mois de Mai, correspondant à l'anniversaire de la mort de Rossini Jn. Baptiste. Artiste populaire et fier de son origine, Almando, après des décades de valeureux services, est resté très respecté par ses pairs et aussi admiré par les fans de la musique; lesquels ont à l'unisson salué le départ de ce porte-orchestre accompli, après une terrible maladie.

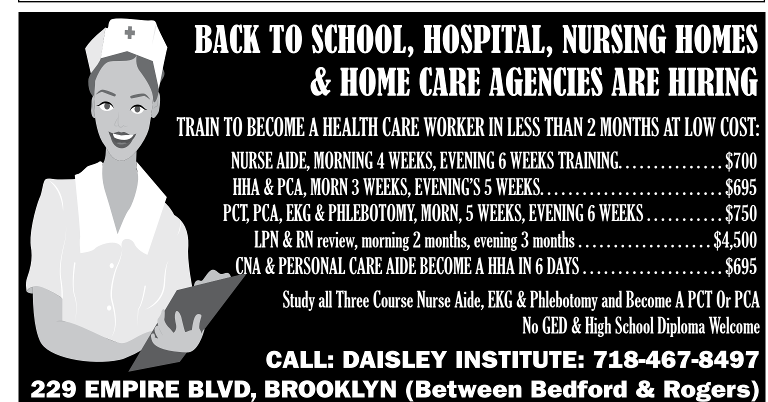
Classified
Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com









SOUHAITE À TOUS SES CLIENTS JOYEUX NOEL 2018 et BONNE ANNÉE 2019

Yabofer Yabodi Yabola Botanica
1820 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-284-2237

Bon Bagay Tax Specialist
Pierre L. Michel
1229 Flatbush Avenue
(between Newkirk & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
718.484.0865
347.432.0639



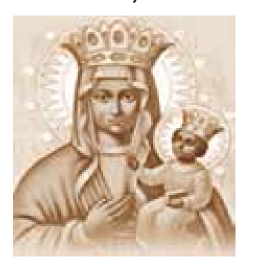
Solide Rocher Restaurant
Catering for all occasions
3901 Church Avenue
(corner E. 39th St.)
Brooklyn, NY
347.425.0661

HACDEN
(Haitian American Cultural Development Network)
HACDEN@yahoo.com
718-314-8206

EKONO INSURANCE
Gasner Anilus
11626 NE 2nd Avenue Miami, FL 33161
305-757-6767

IDOLE TAX SERVICES
Jude Désir
2720 Farragut Road
(off Flatbush Avenue)
Brooklyn, NY 11210
718-282-2574
718-612-8833 cell

Dantor & Agarou Botanica
323 NE 167th Street
North Miami, FL 33162

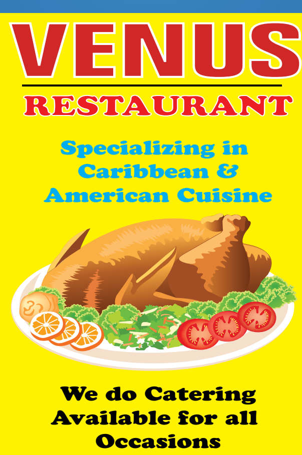


Church Supplies, Card Reading, Spiritual Advisor & Healer. Good Luck Bath & Bad Luck Bath.
Everything Spiritual you may need!
Lydie or Marie
305-335-8245

Grand Drap Botanica
Père Love
3009 Beverly Road
Brooklyn, NY 11226
(718) 940-1491

Lanbi Call
WBAI 99.5 FM &
www.WBAI.org
Alternate Mondays 9-10 pm
917-251-6057

VENUS RESTAURANT
Specializing in Caribbean & American Cuisine



We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..
New Location
637 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
"Venus, l'entroit idéal"
718-287-4949

AMBIANCE EXPRESS



• Restaurant
• Fritaille
• Patés
2025 Nostrand Avenue
(just off Farragut Road)
Brooklyn, NY
General Manager: Marie S
718.434.4287

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel – Dinde – Poulet – Cabri – Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant



SHIPPING FULL CONTAINER LOADS & VEHICLES TO HAITI, JAMAICA, GUYANA AND THE REST OF THE CARIBBEAN ISLANDS

973-690-5363

Everyone at Aromark Shipping would like to deeply thank all our friends and clients in the Haitian community for their support and business over the past year, and we wish them a very Merry Christmas and a Happy New Year in 2019!

WE ALSO SHIP TO CAP HAÏTIEN



WEEKLY SAILING FROM NY & NJ PORTS - FASTEST TRANSIT TIME IN THE INDUSTRY

We specalize in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, cars, trucks, buses from NY port to Haiti every week, sailing time 10-12 days.
Please call GABRIEL or ROBERT
Email: solutions@vmtrucking.com • www.HaitiShipping.com